

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE L'INFLUENCE
DE
LA CHOSE JUGÉE
SUR L'ACTION PUBLIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le mardi 22 novembre 1898, à 1 heure

PAR

René BARAVEAU

JUGE SUPPLÉANT A ÉPERNAY

Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

Suffragants : { M. LAINÉ, professeur.
 { M. GARÇON, agrégé.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1898

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE L'INFLUENCE
DE
LA CHOSE JUGÉE
SUR L'ACTION PUBLIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le mardi 22 novembre 1898, à 1 heure

PAR

René BARAVEAU

JUGE SUPPLÉANT A ÉPERNAY

Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

Suffragants : { M. LAINÉ, professeur.
 { M. GARÇON, agrégé.

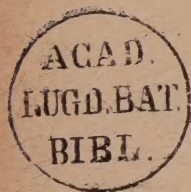
PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1898



DE L'INFLUENCE DE LA CHOSE JUGÉE SUR L'ACTION PUBLIQUE

CHAPITRE PREMIER

Caractères généraux. — Histoire.

C'est une maxime incontestable de notre droit criminel, qu'un individu qui a été souverainement et légalement jugé ne puisse plus être poursuivi à raison de la même accusation : qu'il ait été condamné, qu'il ait été absous, peu importe ; la société est réputée avoir obtenu la réparation qui lui était due ; les droits du Ministère public sont épuisés, son action est éteinte.

Nos lois actuelles ne définissent pas la chose jugée, mais elles la reconnaissent en toutes matières, civiles, administratives, criminelles : elles en consacrent les effets sans dire d'une façon précise en quoi elle consiste. Le Code civil la place

au titre des présomptions établies par la loi et, dans l'article 1351, en détermine les caractères constitutifs : la chose jugée est une présomption légale qui exclut toute preuve contraire, et c'est en s'appuyant sur elle que la loi dénie toute action en justice¹. En matière civile la chose jugée s'oppose à ce que la même affaire, entre les mêmes parties, fasse l'objet d'un nouveau jugement ; en matière criminelle elle s'oppose à ce que le même individu soit poursuivi de nouveau à raison d'un fait qui a déjà motivé à son égard une procédure criminelle.

S'il y a nécessité, en effet, à assurer à tous les droits les moyens d'être produits et de triompher en justice, il est non moins indispensable de fixer un moment où, vraies ou fausses, les décisions des juges deviennent irrévocables. La décision

1. Art. 1351 : L'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à l'égard de ce qui fait l'objet du jugement. Il faut que la chose demandée soit la même ; que la demande soit fondée sur la même cause ; que la demande soit entre les mêmes parties et contre elles en la même qualité.

Art. 1352 : La présomption légale dispense de toute preuve celui au profit duquel elle existe. Nulle preuve n'est admise contre la présomption de la loi lorsque, sur le fondement de cette présomption, elle annule certains actes, ou dénie l'action en justice, à moins qu'elle n'ait réservé la preuve contraire, et sauf ce qui sera dit sur le serment et l'aveu judiciaires.

judiciaire qui a traversé les différentes phases d'examen auxquelles elle est soumise, est couverte par une présomption de vérité qui ne permet plus de remettre en question ce qui a été jugé; et cette présomption de vérité est telle que la chose jugée est plus forte que la vérité elle-même. « *Auctoritas rei judicatæ prævalet veritati* », disaient les Romains, et cette formule ainsi que les expressions « *res judicata pro veritate accipitur* » et « *non bis in idem* » sont venues jusqu'à nous avec la même force et le même caractère d'intérêt public.

En droit criminel spécialement, l'extrême gravité des jugements rend leur irrévocabilité encore plus nécessaire. A côté de l'intérêt de la société qui veut que tout crime soit recherché et puni, il y a l'intérêt de l'individu qui ne doit pas être exposé à pouvoir être traduit à tout instant en justice; il ne faut pas qu'après avoir été acquitté il puisse indéfiniment et sous d'autres prétextes devenir l'objet de nouvelles poursuites: la peine résultant de l'inquiétude que donneraient toutes ces poursuites finirait d'ailleurs par surpasser le châtiment dû au crime, en supposant le crime commis par celui que la justice chercherait sans cesse à faire condamner, sans pouvoir le faire déclarer coupable. Lorsqu'un jugement criminel

est intervenu, et a déclaré que le fait qui lui était déféré était ou non conforme à la loi, ce jugement doit devenir la loi de l'espèce. Enfin on peut dire que l'idée de justice n'admet pas qu'un crime soit puni deux fois, ce qui justifie l'autorité donnée aux jugements qu'invoque un condamné pour repousser une seconde poursuite.

En droit romain il était de principe que lorsque dans la même affaire et à raison du même fait deux actions étaient exercées successivement, on pouvait opposer à la seconde l'exception de la chose jugée. « *Si ex eadem causa sæpius agatur, cum idem factum sit, exceptio vulgaris rei judicatæ opponitur.* » (Loi 3. Digeste. *De popul. act.*) Cette exception était appliquée aux matières criminelles par deux textes, l'un d'Ulpien qui reproduit une décision d'Antonin : « *Hisdem criminibus, quibus qui liberatus est, non debet præses pati eundem accusari, et ita Divus Pius Salvio Valenti rescripsit.* » (Loi 7, § 2. Dig. *De accusat.*); l'autre de Gordien : « *Qui de crimine publico in accusationem deductus est, ab alio super eodem crimine deferri non potest.* » (Loi 9 Code, *De accusat.*) Le droit d'accusation, c'est à dire l'action publique, se trouvait éteint par le premier jugement.

Tel était le principe; en réalité il souffrait de nombreuses exceptions : ainsi on ne pouvait oppo-

ser l'exception de chose jugée lorsque la première action avait été éteinte par un désistement ou une transaction ; lorsque la procédure n'avait pas été régulière ; quand les preuves avaient été altérées ou lorsque l'absolution de l'accusé n'était due qu'au défaut de preuves ; lorsque du même fait naissaient plusieurs délits : *si tamen ex eodem facto plurima crimina nascuntur et de uno crimine in accusationem fuerit deductus, de altero non prohibetur ab alio deferri.*

Du droit romain la règle de l'autorité de la chose jugée était passée dans notre ancienne jurisprudence, et à ces textes s'ajoute un texte du droit canonique, qui n'est d'ailleurs qu'une reproduction du fragment d'Ulpien : « *De his criminibus quibus absolutus accusatur, non potest iterum accusatio replicari.* » — Le principe était que celui qui par jugement en dernier ressort avait été absous d'un crime ou condamné à une peine insuffisante, ne pouvait être poursuivi de nouveau pour le même crime. Il était soumis à des limites encore plus étroites que dans la loi romaine : si la première action avait été poursuivie à la requête du ministère public, l'exception de chose jugée ne s'appliquait pas, car dans ce cas l'accusé n'était jamais absous pour insuffisance de preuves. Les juges prononçaient un plus ample in-

formé : l'accusé était élargi, mais il n'était pas libéré. Lorsque la première poursuite avait eu lieu à la requête de la partie civile, on ne pouvait, conformément au droit romain, invoquer l'exception de la chose jugée lorsqu'il y avait eu transaction, collusion, désistement, etc. — Enfin, dans un autre ordre d'idées, le juge supérieur n'était pas lié par la décision du juge inférieur, la juridiction laïque par les décisions de la juridiction de l'Eglise. Ces cas spéciaux avaient leur source dans les institutions de la France.

La règle *non bis in idem* était donc pour ainsi dire étouffée par des distinctions subtiles qui en rendaient l'application impossible : on y avait vu un moyen d'empêcher des poursuites réitérées, mais l'idée de justice ne semble pas avoir été aperçue. C'est cette idée que notre droit moderne a développée : grâce à la supériorité des institutions nouvelles et aux progrès de l'humanité, il a pu faire du vieux principe une application bien plus exacte et bien plus complète.

Dans notre droit moderne plusieurs textes s'y réfèrent.

D'abord la Constitution des 3-14 septembre 1791 (Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) dont l'article 9 du chapitre 5 (Du pouvoir judiciaire) est ainsi conçu : « En matière criminelle nul

citoyen ne peut être jugé que sur une accusation reçue par des jurés, ou décrétée par le Corps législatif, dans le cas où il lui appartient de poursuivre l'accusation. Après l'accusation admise, le fait sera reconnu et déclaré par des jurés. L'accusé aura la faculté d'en récuser jusqu'à vingt, sans donner de motifs. Les jurés qui déclareront le fait ne pourront être au-dessous du nombre de douze. L'application de la loi sera faite par des juges. L'instruction sera publique et l'on ne pourra refuser aux accusés le secours d'un conseil. Tout homme acquitté par un jury légal ne peut plus être repris ni accusé à raison du même fait. »

Le Code pénal des 25 septembre-6 octobre 1791 en règle l'application : « Titre premier, article 28 : Si les jurés d'accusation prononcent qu'il n'y a lieu à accusation, le prévenu sera mis en liberté et ne pourra plus être poursuivi à raison du même fait, à moins que, sur de nouvelles charges, il ne soit présenté un nouvel acte d'accusation. » Et plus loin, « titre 8, article 1^{er} : Lorsque l'accusé aura été déclaré non convaincu, le président prononcera qu'il est acquitté de l'accusation. — Article 2 : Il en sera de même si les jurés ont déclaré que le fait a été commis involontairement, sans aucune intention de nuire. — Article 3 : Tout parti-

culier ainsi acquitté ne peut être repris ni accusé à raison du même fait. »

La Constitution du 5 fructidor an III, article 253, dispose : « Toute personne acquittée par un jury légal, ne peut être reprise ni accusée pour le même fait. »

Le Code du 3 brumaire an IV contient trois dispositions qui précisent la distinction posée dans les lois de 1794. C'est d'abord l'article 67 qui est relatif à l'ordonnance par laquelle un officier de police judiciaire met, après quelques actes d'instruction, un individu en liberté. Cette ordonnance n'a qu'un caractère provisoire et n'empêche pas de rechercher et de poursuivre la même personne pour le même fait ; en second lieu, l'article 255 dispose qu'à la suite de la déclaration du jury d'accusation portant qu'il y a lieu à suivre contre un individu accusé d'un crime emportant une peine afflictive ou infamante, le prévenu ne peut plus être poursuivi que sur nouvelles charges et sur la présentation d'un nouvel acte d'accusation. Enfin, l'article 426 était ainsi conçu : « Tout individu ainsi acquitté (par un jury de jugement déclarant que l'accusé n'a pas été convaincu, ou que le fait a été commis sans intention de nuire) ne peut plus être repris ni accusé à raison du même fait. »

Nous retrouvons ces dispositions dans les articles 246 et 360 du Code d'instruction criminelle; les deux textes, qui consacrent seuls l'autorité de la chose jugée en matière criminelle, n'en font pas une application générale. L'article 246, qui a trait aux décisions rendues par les juridictions d'instruction, ne se réfère qu'aux arrêts rendus par les chambres des mises en accusation, et seulement en matière de non-lieu. L'article 360, qui se rapporte à l'autorité des décisions rendues par les juridictions de jugement, ne traite que des acquittements prononcés par le jury ¹.

Ces textes ne s'expliquent par conséquent ni sur l'effet que peuvent produire les jugements des Tribunaux de simple police, ou les jugements des Tribunaux correctionnels, lorsqu'il n'y a pas eu appel, ni sur l'effet des arrêts rendus sur l'appel des Tribunaux de police correctionnelle, ni sur celui des arrêts rendus par les Cours d'assises après une déclaration des jurés et en conséquence de cette déclaration. Malgré ce silence, on n'a ja-

1. Article 246 : Le prévenu, à l'égard duquel la Cour aura décidé qu'il n'y a pas lieu au renvoi à la Cour d'assises, ne pourra plus y être traduit à raison du même fait, à moins qu'il ne survienne de nouvelles charges.

Article 360 : Toute personne acquittée légalement ne pourra plus être reprise ni accusée à raison du même fait.

mais hésité à reconnaître l'autorité de la chose jugée à ces jugements et arrêts, et à leur étendre les principes édictés par le Code en ce qui concerne les arrêts d'acquiescement rendus par une Chambre d'accusation ou par une Cour d'assises.

La loi s'est bornée à consacrer la règle : elle n'a pas voulu en prévoir toutes les applications ; mais elle l'a consacrée néanmoins de façon à rejeter ces exceptions si fréquentes en droit romain et que l'ancienne jurisprudence avait encore multipliées. D'ailleurs il n'est pas nécessaire qu'un principe tel que celui-là, soit écrit dans une législation : il est inhérent à l'idée de justice ; il est essentiel à toute organisation judiciaire. C'est un principe de droit public que tout jugement intervenu dans une poursuite criminelle pour y mettre un terme et devenu définitif ¹, mette obstacle à

1. Des voies de recours sont organisées dans notre droit pour prévenir, autant que possible, les erreurs qui ont pu être commises. Les jugements rendus contre les prévenus absents et qui n'ont pas été défendus, perdent leurs effets en matière criminelle, dès que le condamné par contumace est arrêté ou se présente, et en matière correctionnelle, dès qu'une opposition est formée. Dans tous les autres cas, un recours à un juge supérieur est donné au prévenu, au ministère public et à la partie civile, sauf toutefois lorsqu'un acquiescement émane du jury, car l'appel est inconciliable avec la nature de cette institution. En outre les décisions illégales peuvent être annulées par la Cour de cassation statuant sur le pourvoi des parties, sauf en ce qui concerne les

toute poursuite ultérieure : l'action publique est éteinte et l'exception qui en résulte est d'ordre public : le prévenu ne peut y renoncer (*nemo auditur perire volens*) ; il peut l'opposer en tout état de cause ; le juge doit même l'appliquer d'office. Il en est autrement en matière civile où l'exception de la chose jugée ne peut être proposée pour la première fois devant la Cour de cassation ; dans les matières criminelles, au contraire, où il s'agit de l'honneur, de la liberté, de la vie des hommes, où la société tout entière s'arme contre un individu, la loi doit protéger l'accusé et le soutenir dans une lutte si inégale : elle doit obliger les magistrats à le faire jouir de tous les moyens de défense qu'elle a établis pour lui.

jugements des juridictions militaires et les verdicts d'acquiescement. Ces recours, opposition, appel et cassation, ne sont autorisés que dans des délais restreints, de sorte que la chose jugée ne se trouve jamais longtemps suspendue ou tout au moins révocable.

CHAPITRE DEUXIÈME

Des conditions requises pour qu'il y ait chose jugée.

Tout fait puni par la loi donne naissance à deux actions, car ce fait a pu à la fois troubler l'ordre public et causer un préjudice à un individu déterminé. L'intérêt social exige que ce trouble cesse et ensuite qu'il ne se reproduise pas. D'autre part l'intérêt privé demande que réparation soit accordée pour le dommage qui a été causé. Il en résulte la nécessité d'une double réparation que la justice doit infliger au coupable : la réparation demandée par la société et qui consiste dans l'application d'une peine ; la réparation privée qui se résout en dommages et intérêts.

Pour arriver à ce double résultat, deux actions peuvent être intentées : l'une, l'action civile donnée à la partie lésée pour poursuivre l'auteur du dommage et obtenir les dommages-intérêts demandés¹ ; l'autre, l'action publique, pour obtenir une peine.

1. Article 1. *In fine*, Instruction criminelle : L'action en ré-

L'action publique ayant pour objet l'application des peines prononcées par la loi, lorsque l'ordre public a été troublé, appartient à la société tout entière : elle ne peut être exercée qu'à raison de faits défendus et réprimés par une loi spéciale¹. L'exercice de cette action est délégué à une certaine catégorie de fonctionnaires, aux officiers qui remplissent près les tribunaux les fonctions de ministère public².

Au premier échelon sont les commissaires de police, les maires et leurs adjoints qui exercent près les tribunaux de police simple les fonctions de ministère public. Au degré supérieur et dans chaque arrondissement se trouvent les procureurs de la République et leurs substituts, qui exercent les mêmes fonctions auprès des tribunaux de police correctionnelle. Enfin, au-dessus d'eux, les procureurs généraux attachés à chaque Cour d'appel sont investis dans le ressort de chacune de ces Cours de la suprême direction de l'action publique.

paration du dommage causé par un crime, par un délit ou par une contravention, peut être exercée par tous ceux qui ont souffert de ce dommage.

1. Article 1. Instruction criminelle : L'action pour l'application des peines n'appartient qu'aux fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi.

2. Art. 364. Instruction criminelle : La Cour prononcera l'absolution de l'accusé si le fait dont il est déclaré coupable n'est pas défendu par une loi spéciale.

L'exercice de l'action publique comprend tous les actes qui sont nécessaires pour obtenir la prononciation d'une peine contre l'auteur d'une infraction. Le ministère public la met en mouvement en saisissant les juridictions de jugement ou d'instruction compétentes; en dirigeant devant ces juridictions, par ses réquisitions, les mesures d'instruction qu'il y a lieu de prendre; en requérant l'application de la loi; en interjetant appel ou en formant un pourvoi en cassation contre tout jugement ou arrêt qui lui paraît devoir être annulé ou réformé; en veillant à l'exécution de la peine infligée au coupable.

La loi met un obstacle à l'exercice de cette action lorsque le fait délictueux qui semble la motiver a déjà été soumis à l'appréciation d'une juridiction d'instruction ou de jugement. Lorsqu'une décision judiciaire est intervenue et qu'elle réunit certaines conditions déterminées, la loi attache à cette décision une présomption de vérité qui ne permet plus de remettre en question ce qui a été décidé. L'action publique est éteinte: la chose jugée fournit à l'inculpé une exception péremptoire contre toute nouvelle poursuite. La sentence qui termine le procès pénal a donc pour effet d'épuiser, par la chose jugée, le droit d'action du ministère public.

A quelles conditions peut-on dire qu'il y a chose jugée ? Nous n'avons aucun texte, ni dans le Code pénal, ni dans le Code d'instruction criminelle, qui réponde à cette question. En matière civile l'article 1351 du Code civil dispose que l'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à l'égard de ce qui a fait l'objet d'un jugement, c'est-à-dire qu'avant toute chose, il faut qu'une décision judiciaire soit intervenue. En droit criminel il ne saurait en être autrement et la condition primordiale pour que la chose jugée existe, c'est évidemment l'existence d'un jugement criminel ou d'une décision équivalente ayant déjà jugé ce qui fait l'objet des nouvelles poursuites. On doit entendre par jugement criminel toutes les décisions rendues pour l'application des lois pénales par les diverses juridictions que la loi a instituées. Ce sont d'abord les juridictions d'instruction ayant pour mission de statuer sur le résultat de l'instruction qui, dans la plupart des poursuites, peut et doit précéder les débats et le jugement : les ordonnances du juge d'instruction et les arrêts des chambres des mises en accusation sont de véritables jugements ayant l'autorité de la chose jugée. Ce sont enfin les juridictions de jugement : tribunaux de simple police, tribunaux correctionnels, cours d'assises, etc.

CHAPITRE TROISIÈME

Décisions des juridictions d'instruction.

Il y a deux juridictions d'instruction chargées par la loi de statuer sur les suites à donner à l'information préalable en matière répressive : celle des juges d'instruction substituée par la loi du 17 juillet 1856 aux chambres du Conseil, et celle des Chambres d'accusation.

L'examen des juridictions d'instruction n'est pas le préliminaire obligé de toute poursuite : une décision de ces juridictions n'intervient, en effet, qu'après l'instruction préparatoire et pour lui donner une solution. Or, l'instruction préparatoire, qui est indispensable en matière criminelle, est inutile en matière de simple police et facultative en matière correctionnelle. Quand le juge d'instruction a terminé son information, il prononce lui-même sur le résultat de la procédure. Si aucun fait délictueux n'est révélé par des

indices insuffisants¹ il rend une ordonnance de non-lieu qui met fin à la poursuite. Il renvoie au contraire le prévenu devant le Tribunal correctionnel ou devant le Tribunal de simple police, s'il lui paraît résulter de l'instruction des indices suffisants d'un délit ou d'une contravention (art. 129 et 130, I. cr.)². Si le fait commis paraît avoir le caractère d'un crime, le juge d'instruction renvoie le prévenu devant la juridiction d'instruction du second degré, la Chambre des mises en accusation³ :

1. Art. 128, I. cr. : Si le juge d'instruction est d'avis que le fait ne présente ni crime, ni délit, ni contravention, ou qu'il n'existe aucune charge contre l'inculpé, il déclarera par une ordonnance qu'il n'y a pas lieu à poursuivre, et si l'inculpé avait été arrêté, il sera mis en liberté.

2. Art. 129 : S'il est d'avis que le fait n'est qu'une simple contravention de police, il renverra l'inculpé devant le Tribunal de police, et ordonnera sa mise en liberté, s'il est arrêté.

Art. 130 : Si le délit est reconnu de nature à être puni par des peines correctionnelles, le juge d'instruction renverra le prévenu au Tribunal de police correctionnelle.

3. Art. 133 : Si le juge d'instruction estime que le fait est de nature à être puni de peines afflictives ou infamantes et que la prévention contre l'inculpé est suffisamment établie, il ordonnera que les pièces d'instruction, le procès-verbal constatant le corps du délit et un état des pièces servant à conviction soient transmis sans délai par le procureur de la République au procureur général près la Cour d'appel, pour être procédé ainsi qu'il sera dit au chapitre des mises en accusation.

celle-ci examine de nouveau l'instruction et rend soit un arrêt de non-lieu, soit un arrêt de renvoi devant la Cour d'assises, le Tribunal de police correctionnelle, ou le Tribunal de simple police. La Chambre des mises en accusation peut seule saisir la Cour d'assises. Elle est encore compétente pour statuer lorsqu'elle est saisie par l'opposition du ministère public ou de la partie civile (art. 135, I. cr.) ¹. Elle peut même dans certains cas être saisie par le procureur général (art. 250, I. cr.) ² ou se saisir d'office (art. 235) ³. Elle statue

1. Art. 135 : Le procureur de la République pourra former opposition dans tous les cas aux ordonnances du juge d'instruction. — La partie civile pourra former opposition aux ordonnances rendues dans les cas prévus par les articles 114, 128, 129, 131 et 539 du présent Code et à toute ordonnance faisant grief à ses intérêts civils.

2. Art. 249 : Le procureur de la République enverra tous les huit jours au procureur général une notice de toutes les affaires criminelles, de police correctionnelle ou de simple police qui seront survenues.

Art. 250 : Lorsque dans la notice des causes de police correctionnelle ou de simple police, le procureur général trouvera qu'elles présentent des caractères plus graves, il pourra ordonner l'apport des pièces dans la quinzaine seulement de la réception de la notice, pour ensuite être par lui fait dans un autre délai de quinzaine, du jour de la réception des pièces, telles réquisitions qu'il estimera convenables, et par la Cour être ordonné, dans le délai de trois jours, ce qu'il appartiendra.

3. Art. 235 : Dans toutes les affaires, les Cours d'appel, tant qu'elles n'aient pas décidé s'il y a lieu de prononcer

également comme juge d'appel sur les oppositions formées par le prévenu aux ordonnances du juge d'instruction dans les cas où l'article 135 du Code d'Instruction criminelle autorise cette voie de recours.

Les juridictions d'instruction ont donc pour mission de vérifier s'il existe des charges suffisantes pour rendre vraisemblable l'inculpation. Si ces charges existent, elles indiquent la juridiction de jugement compétente pour connaître de l'affaire et la saisissent.

Elles rendent donc deux sortes de décisions : des arrêts ou ordonnances de non-lieu ; des arrêts ou ordonnances de renvoi.

I. — *Arrêts et ordonnances de non-lieu.*

Les effets des arrêts de non-lieu rendus par les chambres des mises en accusation sont déterminés par l'article 246 du Code d'Instruction criminelle ¹ : il en résulte que ces arrêts em-

la mise en accusation, pourront d'office, qu'il y ait ou non une instruction commencée par les premiers juges, ordonner des poursuites, se faire apporter les pièces, informer ou faire informer et statuer ensuite ce qu'il appartiendra.

1. Art. 246 : Le prévenu, à l'égard duquel la Cour d'appel aura décidé qu'il n'y a pas lieu au renvoi à la Cour d'assises, ne pourra plus y être traduit à raison du même fait, à moins qu'il ne survienne de nouvelles charges.

pêchent toute nouvelle poursuite, sauf le cas de survenance de charges nouvelles.

Bien que cet article ne vise que les arrêts rendus en matière criminelle, on étend sa disposition aux arrêts rendus en matière correctionnelle ou de simple police : il y a même raison de décider et il serait impossible de comprendre que les arrêts émanés de la même juridiction eussent force de chose jugée dans une matière et fussent dénués de cette autorité dans une matière moins importante. Il suffit d'ailleurs que le Code d'instruction criminelle n'ait pas attribué un effet différent aux arrêts qui interviennent sur une poursuite correctionnelle ou de simple police, pour que ces arrêts soient régis par l'article 246.

Mais cet article ne s'applique qu'aux arrêts des chambres d'accusation, et aucune disposition analogue n'ayant été formulée dans le Code à l'égard des ordonnances du juge d'instruction, on peut se demander si ces ordonnances produisent les mêmes effets. Cette question qui avait été très discutée lorsqu'il s'agissait des chambres du Conseil, a été résolue depuis, dans le sens de l'affirmative, par les auteurs et la jurisprudence. On s'accorde à reconnaître que toute ordonnance de non-lieu non attaquée dans les délais légaux, acquiert l'autorité de la chose jugée et doit pro-

duire les mêmes effets qu'un arrêt de non-lieu ; en effet, l'état de la procédure est identique dans les deux cas et demande l'application de la même règle ¹.

Il résulte donc de l'arrêt ou de l'ordonnance qui prononce le non-lieu, que la poursuite entreprise ne peut pas être portée devant la juridiction de jugement, juridiction qui ne doit pas être saisie. La décision de non-lieu équivaut ainsi à un acquittement au profit de celui qui l'a obtenue ; mais elle n'a l'autorité de la chose jugée que si les charges restent dans le même état, tant qu'une instruction ultérieure n'y ajoute rien. Aussi longtemps qu'il ne survient pas de nouvelles charges, le fait matériel reproché à l'inculpé ne peut être l'objet d'une incrimination quelconque : la juridiction d'instruction qui a été saisie de l'affaire a dû la considérer sous toutes ses faces et l'examiner sous tous les rapports qu'elle peut avoir avec la loi pénale. Elle n'a donc rendu une décision de non-lieu qu'autant que le fait, tel qu'il résultait de l'information, ne constituait ni

1. Crim. rej. 12 décembre 1850, D. P. 51, 5, 11. — Cass., 19 juin 1852, *Bulletin* 204. — Cass. 2 février 1854, *Bulletin* 27. — 24 juillet 1874, D. P. 75, 4, 188. — 16 août 1877, D. P. 79, 1, 238. — Cour de Douai, 10 mars 1880, D. P. 81, 2, 144. — Seine, 9 juin 1886. — Cour d'appel de Paris, 26 octobre 1886. — Cour de Lyon, 26 mai 1887.

un crime, ni un délit, ni une contravention imputable au prévenu ; de sorte que les choses demeurant en l'état, le fait matériel qui a donné lieu à une décision de cette nature ne saurait être poursuivi sous une autre qualification, sans qu'il y ait échec à l'autorité de la chose jugée.

Sur quels points les arrêts et ordonnances de non-lieu ont-ils l'autorité de la chose jugée ? La réponse est différente, suivant la nature de l'arrêt ou de l'ordonnance. Ces décisions peuvent être motivées en droit ou en fait, ainsi que cela résulte de l'article 128 du Code d'Instruction criminelle : en droit, si elles affirment que le fait, bien qu'établi, n'est pas punissable, ou que l'action publique est éteinte soit par la prescription, l'amnistie, le décès du prévenu, etc. ; en fait, si elles portent qu'il n'existe pas de charges suffisantes soit de l'existence du délit, soit de la culpabilité de l'inculpé.

Dans la plupart des cas, les décisions de non-lieu sont rendues en fait et motivées sur l'insuffisance de charges ; il en résulte qu'il n'y a pas lieu de traduire le prévenu devant la juridiction répressive, les faits relevés ne constituant pas des charges suffisantes contre lui. Il y a suspension provisoire de l'action publique quant à la poursuite et à la mise en jugement. Nous disons que

cette suspension n'est que provisoire, car la solution qui vient d'intervenir n'est pas définitive : elle est soumise à une condition résolutoire, la survenance de charges nouvelles, condition qui lorsqu'elle se réalise a pour résultat de faire disparaître l'autorité de la chose jugée. Mais jusqu'à ce moment et aussi longtemps que la procédure reste en état, c'est-à-dire tant que de nouvelles charges ne sont pas survenues qui ont motivé une nouvelle instruction, l'ordonnance ou l'arrêt de non-lieu a pleine et entière autorité; il y a chose jugée : l'action publique n'est pas éteinte, mais elle est suspendue et l'affaire ne peut être portée devant les tribunaux.

L'autorité de la chose jugée résultant d'un arrêt ou d'une ordonnance de non-lieu rendus dans ces conditions serait violée si un juge d'instruction ou une chambre d'accusation renvoyait le prévenu à raison du même fait devant une juridiction criminelle : l'arrêt ou l'ordonnance de renvoi serait nul ¹.

On s'est demandé si l'individu en faveur duquel la Chambre des mises en accusation a rendu un arrêt de non-lieu, peut, malgré cet arrêt, et en l'absence de nouvelles charges, être traduit à

1. Cass. 3 mai 1856, D. P. 56, 1, 270.

raison du même fait devant le Tribunal correctionnel¹. Non, car, aux termes des articles 229, 230 et 231 du Code d'instruction criminelle, la Chambre des mises en accusation peut renvoyer le prévenu devant la Cour d'assises, le Tribunal de police correctionnelle, et même le Tribunal de simple police, suivant que le fait est considéré par elle comme constituant un crime, un délit ou une contravention; on doit donc supposer qu'en déclarant qu'il n'y a pas lieu à suivre, la Chambre des mises en accusation a examiné le fait sous toutes ses faces et a reconnu qu'il ne pouvait donner lieu à aucun renvoi devant aucun des tribunaux criminels. D'où cette conséquence que le prévenu ne saurait être traduit ultérieurement, sauf le cas où des charges nouvelles sont survenues, devant l'un quelconque de ces tribunaux, sans qu'il y ait violation de la chose jugée. Toutefois cette solution n'est pas absolue; on sait que les chambres des mises en accusation doivent motiver leurs arrêts (article 7 de la loi du 20 avril 1840) : la solution qui précède n'a donc d'utilité que dans le cas où l'arrêt de non-lieu n'est pas motivé et où le procureur général ne l'a

1. Cass. 21 août 1847, *Bulletin* 193. — Cass. 5 février 1868, *Bulletin* 21. — Cass. 11 mars 1848, D. P. 48, 5, 49, et 16 août 1877, *Bulletin* 194.

pas attaqué par la voie de la Cassation. Si au contraire cet arrêt est motivé, ses motifs font connaître le sens précis et la portée du non-lieu, et suivant cette interprétation on pourra ou non poursuivre ultérieurement, même en l'absence de toute charge nouvelle.

Il y aurait également violation de la chose jugée si, après une ordonnance ou un arrêt de non-lieu, la juridiction de jugement pouvait être saisie par la citation directe de la partie civile¹; en effet, la partie civile lésée par un délit, ne peut citer directement devant le Tribunal correctionnel l'auteur du délit, qu'à la condition qu'il puisse être donné cours à l'action publique. L'action civile est accessoire à l'action publique, et lorsque l'exercice de celle-ci se trouve suspendu par suite d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu, non attaqués en temps utile, il est évident que la première ne saurait être introduite. La partie lésée qui a saisi l'autorité judiciaire de sa plainte, ne peut plus, lorsqu'une instruction a été commencée, user du droit de citer directement l'auteur du délit devant le Tribunal correctionnel; son action

1. Crim. rej. 12 décembre 1850, D. P. 51, 5, 11. — Alger, 5 février 1875, D. P. 75, 2, 120. — Cass. 16 août 1877, D. P. 79, 1, 238. — Tribunal de la Seine, 15 mai 1884, *Gaz. du pal.* 85, 1, 213, et Cour d'appel de Paris, 17 juin 1885, *Gaz. du pal.* 85, 2, 12.

serait encore non recevable lorsqu'après une ordonnance de non-lieu, elle prétendrait la baser sur des charges nouvelles¹ : la juridiction de jugement que la partie civile aurait saisie n'est pas compétente pour apprécier s'il existe des charges nouvelles. Il n'appartient qu'à la juridiction d'instruction de connaître des charges relevées postérieurement à la décision de non-lieu et d'apprécier si elles constituent des charges nouvelles. La partie lésée ne peut que communiquer au ministère public les charges nouvelles dont elle a connaissance, sauf son droit², dans le cas où la reprise de l'instruction aboutirait au renvoi du prévenu devant la juridiction de jugement, d'intervenir à l'instance pour se constituer partie civile.

Peut-on reprendre des poursuites sur charges nouvelles tendant à établir l'existence d'un fait, lorsqu'une juridiction d'instruction précédemment saisie a terminé sa procédure par un arrêt ou une ordonnance de non-lieu, basé sur ce que le fait reproché n'existait pas ?³ La seule objection à une réponse affirmative pourrait être tirée de ce fait que les charges nouvelles ne peuvent auto-

1. Trib. de Bordeaux, 7 août 1868, D. P. 69, 3, 30.

2. Même jugement du Tribunal de Bordeaux.

3. Nîmes, 23 mars 1847, D. P. 48, 2, 131.

riser des poursuites qu'autant que le délit a été reconnu constant lors de la première information, et que ces charges se réfèrent seulement à la culpabilité du prévenu. Il n'en est rien cependant. L'article 246 du Code d'Instruction criminelle ne fait aucune distinction entre le cas où l'insuffisance de preuves s'applique à la culpabilité du prévenu et celui où elle s'applique à l'existence matérielle du fait incriminé : la raison de décider est la même. Elle s'induit du caractère des décisions du juge d'instruction et des chambres des mises en accusation qui ne sont que provisoires et n'acquièrent l'autorité de la chose jugée qu'en l'état des charges produites, sans rien préjuger sur celles qui pourraient se manifester dans la suite. D'ailleurs ces ordonnances et arrêts constatent seulement si l'instruction présente ou ne présente pas des indices suffisants de l'existence des faits incriminés, mais ne jugent point si ces faits sont constants ou non. Ils ont l'autorité de la chose jugée sur la question de savoir s'il y a lieu ou non d'exercer une poursuite, mais ils n'ont cette autorité ni quant à l'existence des faits ni quant à leur qualification. Ces décisions des juridictions d'instruction ne peuvent à la rigueur être considérées comme définitives que, ainsi que nous le verrons, lorsqu'elles se prononcent sur une

exception péremptoire qui anéantirait tout droit de poursuites, quelles que fussent d'ailleurs les charges produites ou celles qui pourraient l'être plus tard, ou lorsqu'elles décident que le fait dénoncé alors même qu'il serait avéré ne tomberait pas sous l'application de la loi pénale. Légale ou non, une décision de non-lieu ainsi motivée terminerait le procès, car il n'existerait plus rien dans le fait qui serait tenu pour constant ni dans le droit qui constituerait la chose jugée.

Ce qui est donc jugé par une ordonnance ou un arrêt de non-lieu, c'est que le fait tel qu'il se présente, en l'état de la procédure, n'est susceptible d'aucun renvoi devant un tribunal de répression, le fait ayant été examiné sous toutes ses faces.

Le ministère public ne saurait reproduire sous une autre qualification le fait écarté par une décision de non-lieu, cette décision ayant été rendue à la suite d'un examen ayant pour objet tous les rapports que le fait incriminé pouvait avoir avec la loi pénale ¹. D'ailleurs, comme les ordonnances et arrêts sont presque toujours motivés, il est facile, surtout en les rapprochant du réquisi-

1. Crim. rej. 11 mars 1848, D. P. 48, 5, 49. — Cass. 24 juillet 1874, D. P. 75, 1, 188. — Crim. rej. 16 août 1877, D. P. 79, 1, 238.

toire du ministère public, d'apprécier exactement ce qu'ils ont entendu décider. La jurisprudence et les auteurs admettent cette théorie. La Cour de cassation s'est cependant écartée une fois de sa jurisprudence habituelle (10 janvier 1857) ¹ et a décidé que l'arrêt de non-lieu intervenu sur une prévention de viol ne faisait pas obstacle à une poursuite ultérieure contre le même individu pour outrage public à la pudeur. Cependant la Chambre des mises en accusation était compétente pour saisir le Tribunal correctionnel. En ne le faisant pas, elle est censée avoir considéré que le fait ne pouvait donner lieu à des poursuites même correctionnelles ².

Les ordonnances et arrêts de non-lieu peuvent également être motivés en droit. Dans ce cas le caractère provisoire que la loi attache aux ordonnances des juges d'instruction et aux arrêts des chambres des mises en accusation disparaît, lorsque ces décisions au lieu d'être fondées sur l'insuffisance des charges sont motivées sur l'appré-

1. Rapporté dans Dalloz, 1859, 4, 429.

2. Le projet de loi sur l'instruction criminelle tranche la question (déclaration du gouvernement) ; le prévenu qui a bénéficié d'une ordonnance de non-lieu ne peut plus être traduit à raison du même fait, alors même qu'il serait qualifié différemment.

ciation en droit des faits de la poursuite. Elles sont en principe irrévocables.

On conçoit en effet qu'une décision de non-lieu qui adopte une exception péremptoire indépendante des charges produites et de celles qui pourraient l'être postérieurement ¹, une exception qui anéantit tout droit de poursuite contre le fait incriminé et lui ôte par conséquent tout caractère pénal est irrévocable lorsqu'elle n'a pas été déférée au Tribunal d'appel, ou lorsque, ayant été déférée, celui-ci l'a maintenue ; il en est ainsi, par exemple, lorsque l'on a décidé que l'action publique était éteinte par l'amnistie, la chose jugée, etc.

L'autorité des ordonnances et arrêts de non-lieu est donc par la force des choses définitive, quand ils sont fondés sur un motif indépendant des charges produites contre l'inculpé. En pareil cas la survenance de nouvelles charges ne peut avoir aucune influence sur l'aspect de l'affaire ².

Ce caractère définitif est donc acquis à ces décisions lorsqu'elles sont basées sur la prescription ou l'amnistie, alors même que l'on apprendrait par la suite qu'il n'y a pas eu d'amnistie ou que la prescription a été interrompue. Ces cir-

1. Cass. 24 août 1849, *Bulletin* 221.

2. 21 décembre 1850, *Bulletin* 435.

constances ne sont pas de nouvelles charges, car elles ne tendent pas à établir l'existence du fait ou la culpabilité de l'inculpé. Elles prouvent seulement l'erreur du juge, et cette erreur étant couverte par la chose jugée, ne saurait motiver de nouvelles poursuites.

Mais si une ordonnance de non-lieu, motivée sur une prescription de trois ans, a une autorité irrévocable en tant qu'elle juge qu'un délit se prescrit par trois ans, et que dans l'espèce la prescription de trois ans est acquise, il n'en est plus de même si des indices nouveaux surviennent qui révèlent une circonstance aggravante ignorée lors de la première poursuite, et qui permettent de considérer comme un crime le fait dans lequel on n'avait d'abord vu qu'un délit. Dans ce cas la décision qui a admis la prescription du délit n'a plus d'effet à l'égard du crime et ne fait pas obstacle à la reprise de la poursuite contre le même fait qualifié crime.

La première appréciation était fondée sur les charges produites à l'instruction ; or, de nouvelles charges sont survenues qui ont modifié le fait et non la décision et la légalité de la poursuite.

Il en est de même lorsqu'un non-lieu est motivé sur ce que les faits révélés par l'instruction ne sont pas punissables : cette décision est irrévo-

cable tant que les faits eux-mêmes ne sont pas modifiés par les charges nouvelles. Si la seconde information ne change pas le caractère des faits, la décision de non-lieu conserve sa force, car elle a jugé que les faits tels qu'ils résultent de ces deux instructions ne sont pas punis par la loi. Si au contraire le caractère des faits a été modifié par les charges nouvelles, si l'élément délictueux qui manquait est venu s'ajouter aux faits et circonstances déjà constatés, on ne porte aucune atteinte à la chose jugée par le non-lieu, en décidant que les faits mieux connus et rectifiés tombent sous l'application d'une loi pénale.

Cette opinion est controversée et l'on a soutenu que la survenance de charges nouvelles n'avait aucune influence sur un fait qui ne constituerait réellement ni crime ni délit; car, avant d'examiner si les charges sont suffisantes pour faire présumer la culpabilité du prévenu, il y a lieu de s'assurer qu'un crime, un délit ou une contravention a été commis et qu'il faut le réprimer; et l'on ajoute s'il est jugé qu'il n'y a ni crime, ni délit, ni contravention, tout examen de charges devient sans objet. A ceci nous répondons que le caractère du fait ne pouvant être apprécié par les charges recueillies dans l'instruction écrite, des juridictions d'instruction que d'après les cir-

constances nouvellement découvertes peuvent modifier au point de le transformer en crime, délit ou contravention, un fait qui d'abord ne semblait pas punissable.

L'article 247 du Code d'Instruction criminelle définit ce que l'on doit entendre par charges nouvelles ¹.

Cette définition est purement démonstrative et embrasse dans sa généralité toutes les preuves pouvant servir à établir la culpabilité du prévenu ². Ce sont toutes les preuves qui concernent l'existence du fait matériel, de ses circonstances et de la culpabilité de l'auteur et qui, n'ayant pas été examinées et appréciées par la juridiction d'instruction, peuvent exercer une influence sur sa décision. Ces preuves peuvent résulter soit de procès-verbaux, soit d'autres pièces inconnues lors des premières poursuites, soit de déclarations entendues dans d'autres affaires, soit d'informations faites par un officier de police judiciaire d'un autre arrondissement, soit de recherches et de

1. Art. 247 : Sont considérées comme charges nouvelles les déclarations des témoins, pièces et procès-verbaux qui, n'ayant pu être soumis à l'examen de la Cour d'appel, sont cependant de nature à fortifier les preuves que la Cour aurait trouvées trop faibles, soit à donner aux faits de nouveaux développements utiles à la manifestation de la vérité.

2. 23 novembre 1878, *Bulletin* 224.

poursuites faites contre un complice, soit de l'aveu même du prévenu ¹.

On doit donc considérer comme charges nouvelles, dans le sens de l'article 247 du Code d'Instruction criminelle, toutes les charges résultant d'investigations postérieures à la décision de non-lieu, quelle que soit la cause qui ait mis la justice en mouvement et qui ait provoqué ces nouvelles recherches ².

Mais il ne suffit pas que de nouvelles dépositions existent, qu'il y ait de nouveaux procès-verbaux, etc.; il faut que ces procès-verbaux, dépositions et pièces nouvellement produits soient de nature à fortifier les preuves regardées comme insuffisantes, ou qu'ils tendent à donner des développements utiles à la manifestation de la Vérité. La Cour de cassation a jugé que si postérieurement à une ordonnance de non-lieu déclarant l'insuffisance des charges élevées contre un inculpé, un nouveau délit de même nature a été commis dans des circonstances identiques, les indices graves qui en font imputer la perpétration au même inculpé, sont avec raison considérés comme

1. Cass. 17 janvier 1867, *Bulletin* 11.

2. 1^{er} fév. 1877, *Bulletin* 38, D. P. 78, 1, 238. — Cass. 9 janvier 1897, *Bulletin* 8.

des charges nouvelles autorisant la reprise de l'instruction sur le premier délit ¹.

Une nouvelle plainte de la partie lésée contenant l'énonciation de circonstances graves ignorées lors de la première poursuite, ne peut être considérée comme une charge nouvelle, car une plainte par elle-même ne prouve rien : elle ne renferme que des allégations qui ne peuvent être considérées comme des charges, aux termes de l'article 217. Sans cela, ce serait donner à cette partie lésée ou prétendue lésée la faculté de détruire à son gré les décisions de non-lieu.

Néanmoins il est permis au ministère public de requérir qu'il soit procédé à une nouvelle information, dans le seul but de découvrir de nouvelles charges. Il n'agit point contre la chose jugée quand il provoque de nouvelles charges, puisque par là même il reconnaît l'insuffisance de la première procédure; il ne reprend pas cette procédure qui a été close, il reprend une procédure nouvelle, car chaque nouvelle charge peut être considérée comme un fait nouveau, et comment ce fait nouveau serait-il constaté si le ministère public ne pouvait requérir qu'il en fût informé ? ²

1. Cass. 17 janv. 1867, D. P. 67, 1, 137.

2. D'ailleurs, la loi en faisant résulter (article 247 du Code d'Instruction criminelle) les charges nouvelles des déclai-

La loi n'ayant assujetti à aucune forme déterminée la constatation de ces charges, elle peut résulter notamment de l'adoption implicite par le juge d'instruction des motifs énoncés dans le réquisitoire du ministère public ¹.

Les charges nouvelles peuvent servir non seulement à établir la culpabilité du prévenu que les premières informations avaient laissées incertaines, mais encore à modifier la qualification du fait.

Il semble que l'inculpé qui a bénéficié d'un arrêt ou d'une ordonnance de non-lieu peut se trouver toujours sous le coup d'une reprise d'instruction. On est d'accord pour admettre que le temps pendant lequel il peut être recherché ne peut être plus long que celui de la prescription d'un crime, tel que l'établissent les articles 637 et suivants ² du Code d'Instruction criminelle. Si la

rations de témoins, de procès-verbaux, autorise les officiers de police judiciaire à informer et à verbaliser. C'est même un devoir pour eux de le faire tant qu'il n'existe qu'une décision qui clôt la poursuite à défaut de charges suffisantes. Une telle décision n'est point un jugement d'absolution, mais une décision provisoire conditionnelle. Elle ne dessaisit pas de l'affaire les juges qui l'ont rendue, puisque s'il survient de nouvelles charges c'est à eux seuls qu'il appartient d'en connaître.

1. Cass. 3 mai 1856, D. P. 56, 1, 270.

2. Art. 637 : L'action publique et l'action civile résultant d'un crime de nature à entraîner la peine de mort, ou des peines afflictives perpétuelles, ou de tout autre crime em-

prescription peut s'établir en sa faveur lorsqu'il n'a été fait contre lui aucune poursuite, lorsque sa conduite n'a pas été appréciée, il doit en être de même, à plus forte raison, lorsqu'il est intervenu en sa faveur une décision portant qu'il n'y a lieu à suivre, après examen de toute procédure¹.

II. — *Arrêts et ordonnances de renvoi.*

Les décisions des juridictions d'instruction lorsqu'elles concluent à un renvoi devant la juridiction répressive ont l'autorité de la chose jugée sur la question de savoir s'il y a lieu ou non d'exercer une poursuite.

Elles saisissent même un tribunal qu'elles désignent comme compétent pour statuer sur la poursuite.

portant peine afflictive ou infamante, se prescriront après dix années révolues à compter du jour où le crime aura été commis, si dans cet intervalle il n'a été fait aucun acte d'instruction ni de poursuite.

S'il a été fait dans cet intervalle des actes d'instruction ou de poursuite non suivis de jugement, l'action civile et l'action publique ne se prescriront qu'après dix années révolues à compter du dernier acte à l'égard même des personnes qui ne seraient pas impliquées dans cet acte d'instruction ou de poursuite.

4. Le réquisitoire du ministère public tendant au non-lieu et l'ordonnance de non-lieu elle-même sont des actes interruptifs de la prescription.

Cass. 12 avril 1873, *Bulletin* 98.

L'autorité de ces décisions exige que le renvoi qu'elles ordonnent soit exécuté, et tout acte qui s'opposerait à ce que le tribunal désigné soit saisi, serait contraire à l'autorité de la chose jugée. Il en résulte que la juridiction dont émane cette décision ne pourrait la révoquer par une décision de non-lieu postérieure. Elle ne pourrait pas non plus saisir un autre tribunal que celui qui a été primitivement désigné.

De même le ministère public ne peut s'abstenir de saisir le tribunal devant lequel le renvoi a été ordonné ; il ne peut le saisir par une autre voie, la citation directe par exemple ; il ne peut non plus en saisir un autre.

Quelle est l'autorité des arrêts et des ordonnances de renvoi en ce qui concerne les juridictions de jugement qui sont saisies ? Dans quelle mesure sont-elles liées par les décisions des juridictions d'instruction concluant à un renvoi ? Les deux juridictions d'instruction et de renvoi sont-elles indépendantes en sorte que, sur aucune des questions du procès, la juridiction de jugement ne soit liée par la décision de la juridiction d'instruction ? Faut-il au contraire admettre que certaines questions telles que la compétence et les fins de non recevoir sont quelquefois jugées souverainement par les juridictions d'instruction et ne doi-

vent pas être examinées de nouveau par les juridictions de jugement ?

Ces deux juridictions sont indépendantes l'une de l'autre ; elles doivent statuer toutes les deux librement et souverainement sur toutes les questions du procès : l'une relativement au renvoi qu'elle ordonne, l'autre relativement au jugement qu'elle rend. Cette indépendance résulte de la nature de leurs attributions respectives. Ce n'est pas pour restreindre les attributions de jugement que la juridiction d'instruction a été créée : celle-ci n'est pas un démembrement de la juridiction d'instruction, elle joue dans notre organisation judiciaire un rôle tout différent.

La juridiction d'instruction est chargée de veiller à ce qu'aucune poursuite ne soit inconsidérément portée à l'audience. Dans ce but, elle examine si la poursuite est recevable en droit et si en fait elle paraît fondée sur des preuves suffisantes.

Quand elle renvoie le prévenu devant la juridiction de jugement, elle résout affirmativement ces questions ; mais ces décisions ne sont rendues qu'au point de vue du renvoi qu'elles motivent : leur autorité ne va pas plus loin ; elle cesse dès que la juridiction de jugement étant saisie, le renvoi est exécuté.

Alors commence le procès véritable. Le juge qui en est saisi doit le juger tout entier avec une liberté complète; il résout librement toutes les questions nécessaires à la sentence qu'il doit rendre, et la solution donnée par l'ordonnance ou l'arrêt de renvoi en ce qui concerne la recevabilité de l'action publique, la constatation et la qualification du fait, etc., n'entrave en rien le droit pour le juge d'examiner les mêmes questions et de les résoudre en sens contraire.

Le Tribunal qui est saisi et qui a affirmé sa compétence doit exercer son droit d'examen indépendamment de l'opinion qu'ont pu se former les juges qui ont ordonné le renvoi de l'affaire; il doit le faire librement, non seulement parce que ni la Chambre des mises en accusation, ni le juge d'instruction n'avaient mission pour le faire, mais encore parce que les éléments de preuve d'après lesquels il est obligé de se décider sont différents de ceux que les magistrats instructeurs ont eu sous les yeux.

En effet, les ordonnances du juge d'instruction et les arrêts de la Chambre des mises en accusation n'ont de pouvoir que pour déclarer qu'il existe des indices suffisants de la perpétration des faits¹;

1. Cass. 10 mai 1822, *Bulletin* 73. — 17 novembre 1826, *Bulletin* 229. — 13 novembre 1845, *Bulletin* 340.

il ne leur appartient point de décider que ces faits existent ou n'existent pas¹.

Ils se bornent à dégager de l'instruction écrite ses conséquences immédiates, ils prononcent sur des présomptions, sur des charges, mais non sur des preuves. Ils examinent d'après les renseignements recueillis par la procédure s'il est probable que tel fait ait été commis avec telle ou telle circonstance; quel est le caractère apparent de ces actes; enfin, à quelle juridiction il appartient de les juger.

Ces décisions n'ayant d'autre base que l'instruction préalable qui ne peut fournir que des probabilités, ne peuvent qu'indiquer provisoirement la nature présumée des faits incriminés et la juridiction qui doit les juger.

Elles ne lient pas cette juridiction qui va faire succéder à cet examen provisoire un examen approfondi; qui, au lieu d'indices, exigera des preuves; qui aura le débat oral et public, débat à la suite duquel les faits peuvent se modifier, changer de physionomie, se produire avec de nouvelles circonstances aggravantes ou atténuantes.

Les juges appelés à statuer définitivement sur les faits éclairés par cette discussion contradic-

1. Cass. 7 juillet 1827, *Bulletin* 178. — 7 août 1831, *Bulletin* 77. — 21 juillet 1832, *Bulletin* 279.

toire, ne peuvent pas être entraînés par la décision des juges qui n'ont connu que les renseignements de l'instruction écrite.

Le Tribunal qui a mission d'arriver non plus à la probabilité, mais à une certitude; qui doit déclarer non plus qu'il y a ou qu'il n'y a pas d'indices, mais que sa conviction intime est que les faits existent ou non, ne peut pas être arrêté par une décision nécessairement provisoire.

De l'indépendance de ces deux juridictions, résulte donc une règle dont l'application ne présente aucune difficulté, et qui peut être formulée dans ces termes :

Les juridictions d'instruction statuent souverainement sur toutes les questions du procès relativement au renvoi qu'elles ordonnent; les juridictions de jugement statuent à leur tour librement sur les mêmes questions relativement au jugement.

Les ordonnances des juges d'instruction et les arrêts des chambres des mises en accusation constatent qu'il résulte de l'instruction sur laquelle ils interviennent des indices suffisants de l'existence des faits et des circonstances relatifs au procès. Mais ils ne jugent pas que ces circonstances, que ces faits sont constants ou qu'ils ne le sont pas. Ils n'ont point l'autorité de la chose jugée à cet

égard. Les décisions de renvoi ne préjugent aucune des questions du procès qui restent toutes nécessairement soumises à l'examen de la juridiction de jugement.

La juridiction de jugement a donc pleine et entière liberté pour statuer sur la constatation des faits, sur la culpabilité du prévenu ou de l'accusé, sur l'existence de circonstances aggravantes que la juridiction d'instruction a pu accepter ou rejeter (toutefois, dans ce cas particulier, si une circonstance aggravante a été rejetée par la juridiction d'instruction par un motif de droit, il y a là un point acquis au procès qui ne peut plus être modifié au cours des débats¹); enfin, sur tout ce qui peut être modification ou conséquence du fait incriminé.

Toutefois les juges ne peuvent aller au delà, car ils ne sont saisis que des faits qui sont l'objet du renvoi; ils ne peuvent atteindre, dans aucun cas, des faits nouveaux qui ne sont pas compris dans l'arrêt ou l'ordonnance de renvoi².

Le prévenu a-t-il le droit de faire valoir devant la juridiction de jugement les excuses, exceptions

1. Cass. 11 juin 1840, *Bulletin* 74.

2. Cass. 15 mars 1883, *Bulletin* 75. — 5 juillet 1884, *Bulletin* 226. — 18 juillet 1884, *Bulletin* 244. — 27 novembre 1885, *Bulletin* 330. — 21 décembre 1893, *Bulletin* 362. — Dijon, 7 mai 1890, D. P. 91, 2, 448.

et fins de non recevoir opposées à l'action publique, qui ont été écartées par le magistrat instructeur ?

Non seulement il peut les opposer, mais le Tribunal peut et doit les examiner d'office, et les admettre si elles sont fondées (art. 389, Code d'Instruction criminelle) ¹. La juridiction de jugement conserve une pleine et entière liberté d'appréciation, quelle qu'ait été la juridiction d'instruction qui ait statué sur ces fins de non recevoir. Quelques auteurs distinguent en effet entre les ordonnances et les arrêts : d'après eux, les ordonnances de renvoi n'ont pas en ce qui concerne les exceptions et fins de non recevoir rejetées par le juge d'instruction l'autorité de la chose jugée, parce qu'elles ne statuent à l'égard du prévenu que provisoirement et que celui-ci ne peut pas les attaquer. — Les arrêts de renvoi, au contraire, auraient force de chose jugée parce qu'ils sont définitifs et que la loi a ouvert contre eux au prévenu le recours en cassation. Il n'y a pas lieu de s'arrêter à cette distinction.

De ce que la mission du juge ne peut être entravée par aucun préjugé, il résulte que la quali-

1. Lorsque l'accusé aura proposé pour excuse un fait admis comme tel par la loi, le président devra, à peine de nullité, poser la question ainsi qu'il suit : Tel fait est-il constant ?

fication donnée au fait incriminé par le juge d'instruction n'est que provisoire et que le Tribunal peut parfaitement qualifier autrement le fait qui lui est soumis, juger et condamner le prévenu pour une autre infraction, pourvu toutefois que la qualification nouvelle soit implicitement contenue dans les faits visés par l'ordonnance de renvoi.

En effet, la qualification telle qu'elle est donnée au fait incriminé par la juridiction d'instruction, a été motivée soit par le résultat de l'appréciation morale que la juridiction d'instruction a faite des circonstances de l'action incriminée et de l'intention de son auteur, soit par le rapprochement des faits, tels qu'ils lui ont paru résulter de l'instruction, avec les dispositions de la loi pénale. On conçoit que, dans le premier cas, les tribunaux ne soient pas plus liés par cette appréciation morale qu'ils ne le sont par la déclaration qu'il existe des indices suffisants du fait ou de ses circonstances. Dans le second cas, le magistrat instructeur décide à la vérité une question de droit, mais sa décision n'ayant d'autre base que l'appréciation préalable du fait, et cette appréciation ne liant pas les tribunaux, il est clair que la décision ainsi portée en droit ne peut les lier davantage, et que quand ils apprécient les faits autrement que la juridiction d'instruction, ils doivent leur faire

une application nouvelle et différente des dispositions de la loi pénale.

Il en résulte que devant la Cour d'assises on peut proposer au jury toutes les questions de nature à modifier le fait principal si elles résultent des débats et se rattachent à ce fait. La Cour d'après la réponse du jury, fixe la qualification du fait avec la plus entière indépendance. Elle peut le qualifier crime, délit ¹ ou contravention, et le punir comme tel, ainsi que cela résulte de l'article 365 du Code d'Instruction criminelle ².

Il en est de même des tribunaux correctionnels qui ne sont pas plus liés que les cours d'assises par la qualification donnée au fait incriminé par l'ordonnance de renvoi. Ils peuvent parfaitement déterminer le caractère légal de ce fait au moyen d'une qualification différente de celle qui lui est donnée dans la décision de renvoi ³.

1. Lorsque le fait déclaré constant par le jury se réduit aux proportions d'un simple délit, il n'appartient qu'à la Cour de statuer sur les circonstances atténuantes.

Cass. 15 mars 1858, *Bulletin* 69. — 29 juin 1882, *Bulletin* 155. — 7 avril 1887, *Bulletin* 135.

2. Art. 365: Si le fait est défendu, la Cour prononcera la peine établie par la loi, même dans le cas où, d'après les débats, il se trouverait n'être pas de la compétence de la Cour d'assises.

3. Crim. rej. 9 novembre 1878, D. P. 79, 1, 316. — Nîmes, 19 décembre 1878, D. P. 80, 2, 37. — Crim. Cass. 22 janvier 1881, D. P. 81, 1, 288. — Lyon, 15 mars 1882, D. P.

Le principe de l'indépendance des deux juridictions comporte toutefois une exception importante en ce qui concerne la question de compétence des juridictions de jugement. Il est de règle que tout juge a le droit de vérifier sa propre compétence, car avant de statuer il doit se demander s'il a le droit de le faire. Les articles 160 et 193 du Code d'Instruction criminelle formulent cette règle : le premier en ce qui concerne les tribunaux de simple police ; le second, les tribunaux de police correctionnelle ¹.

Cette règle s'applique-t-elle lorsque les juridictions de jugement sont saisies par une ordonnance de renvoi ? Celle-ci a-t-elle pour effet de lier le Tribunal saisi de telle sorte qu'il soit tenu de sortir des bornes de sa compétence légale, sans qu'il puisse se dessaisir de l'affaire ? En un mot les arrêts et ordonnances de renvoi sont-ils ou non attributifs de compétence ?

82, 2, 5. — Cass. 6 février 1885, D. P. 86, 1, 41. — Grenoble, 1^{er} février 1894, *Gaz. du pal.*, 1894, 1, 494.

1. Art. 160 : Si le fait est un délit qui emporte une peine correctionnelle ou plus grave, le Tribunal (de simple police) renverra les parties devant le procureur de la République.

Art. 193 : Si le fait est de nature à mériter une peine afflictive ou infamante, le Tribunal (de police correctionnelle) pourra décerner de suite le mandat de dépôt ou le mandat d'arrêt, et il renverra le prévenu devant le juge d'instruction compétent.

Nous savons que les juridictions d'instruction, en renvoyant le prévenu devant un Tribunal répressif, statuent sur les éléments de compétence de ce tribunal. Elles affirment: 1^o que le prévenu est justiciable du tribunal désigné; 2^o que le fait à raison du lieu où il a été commis, ou d'après les autres règles établies par la loi, peut être jugé par le tribunal désigné; 3^o que, par sa nature, ce fait rentre dans les attributions de ce tribunal.

En tant qu'elles statuent sur la compétence, les ordonnances de renvoi peuvent être frappées d'opposition par le ministère public (article 135, I. cr.) et par le prévenu (article 539, I. cr.) ¹.

Ceci exposé, quel est le système de la jurispru-

1. Art. 135: Le procureur de la République pourra former opposition, dans tous les cas, aux ordonnances du juge d'instruction...

Le prévenu ne pourra former opposition qu'aux ordonnances rendues, en vertu de l'article 114 et dans le cas prévu par l'article 539.

Art. 539: Lorsque le prévenu ou l'accusé, l'officier chargé du ministère public ou la partie civile aura excipé de l'incompétence d'un tribunal de première instance ou d'un juge d'instruction, ou proposé un déclinatoire, soit que l'exception ait été admise ou rejetée, nul ne pourra recourir à la Cour de cassation pour être réglé de juge, sauf à se pourvoir devant la Cour d'appel contre la décision portée par le Tribunal de première instance ou le juge d'instruction, et à se pourvoir en cassation, s'il y a lieu, contre l'arrêt rendu par la Cour d'appel.

dence sur l'autorité de ces décisions à l'égard des juridictions de jugement ?

La jurisprudence distingue entre les arrêts et ordonnances de renvoi en police correctionnelle et en simple police, d'une part, et les arrêts de renvoi devant les cours d'assises, d'autre part.

Elle reconnaît que les premiers ne sont qu'indicatifs de compétence et laissent au juge le droit de vérifier si la loi l'a en effet constitué juge compétent du fait ou des parties; au contraire, les arrêts de renvoi devant les cours d'assises sont attributifs de compétence.

Les motifs de cette manière de voir sont tout entiers contenus dans un arrêt de doctrine du 19 juillet 1816. Les tribunaux correctionnels et de simple police ne sont pas liés par les arrêts des chambres des mises en accusation et les ordonnances des juges d'instruction en ce qui concerne leur compétence, parce qu'ils n'ont qu'une juridiction particulière qui est expressément déterminée par la loi d'après la peine qu'elle les a autorisés à prononcer. Ils n'ont donc aucune qualité pour connaître de faits qui sont punis d'une peine plus forte ou d'une peine d'un genre différent. En conséquence, les arrêts et ordonnances de renvoi ne sont à leur égard qu'indicatifs de juridiction. Les tribunaux correctionnels et de simple

police peuvent refuser d'instruire et de juger les affaires qu'ils reconnaissent ne pas rentrer dans le cadre de leurs attributions ¹.

Il n'en est pas de même en ce qui concerne le renvoi devant les cours d'assises, qui sont investies d'une juridiction générale. Elles sont en matière criminelle ce que sont les tribunaux de première instance et les cours d'appel en matière civile; elles sont la juridiction ordinaire, commune; elles peuvent connaître de tous les délits dont elles sont légalement saisies et sont compétentes pour prononcer sur les faits punis de peines afflictives et infamantes, mais aussi sur les faits punis de peines correctionnelles ou de simple police. Ainsi, lorsque par erreur une Chambre des mises en accusation renvoie devant une Cour d'assises, en les qualifiant crimes, des faits qui n'entraînent qu'une peine correctionnelle, elle n'attribue pas à cette Cour le jugement d'une matière qui sorte de sa compétence; c'est ce qui les distingue des tribunaux de simple police, qui ne peuvent jamais connaître des délits, et des tribunaux de police correctionnelle, qui ne peuvent jamais connaître des crimes.

1. Crim. cass. 12 février 1864, D. P. 64, 1, 97; 14 mars 1868, D. P. 68, 1, 508; 8 mai 1868, D. P. 68, 1, 281; 10 sept. 1868, D. P. 69, 1, 306; 22 janv. 1881, D. P. 81, 1, 288.

Cette doctrine se base sur trois textes, les articles 251, 271 et 365 du Code d'Instruct. crim. ¹.

Il résulte de ces textes que le Code n'a pu enjoindre au procureur général (art. 271) de poursuivre devant la Cour d'assises toute personne mise en accusation, sans reconnaître à cette Cour les pouvoirs nécessaires pour la juger. D'ailleurs l'article 251 confère à la Cour d'assises, d'une manière indéfinie et absolue, le pouvoir de juger les individus que la Chambre des mises en accusation a renvoyés devant elle et l'article 365 dispose que la Cour prononcera la peine établie par la loi même si le fait n'est plus de sa compétence.

D'ailleurs la loi n'a pas autorisé les cours d'assises à examiner si les affaires dont elles ont été saisies par les chambres d'accusation, auraient dû

1. Art. 251 : Il sera tenu des assises dans chaque département pour juger les individus que la Cour d'appel y aura renvoyés.

Art. 271 : Le procureur général près la Cour d'appel poursuivra, soit par lui-même, soit par son substitut, toute personne mise en accusation, suivant les formes prescrites au chap. 1^{er} du présent titre. — Il ne pourra porter à la Cour aucune autre accusation, à peine de nullité et s'il y a lieu de prise à partie.

Art. 365 : Si le fait est défendu, la Cour prononcera la peine établie par la loi, même dans le cas où, d'après les débats, il se trouverait n'être plus de la compétence de la Cour d'assises. — En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte sera seule prononcée.

être renvoyées à une autre juridiction. Nous ne trouvons dans le Code aucune disposition qui ait réglé la forme et le résultat d'un débat sur la compétence.

Les chambres des mises en accusation ont précisément pour mission d'examiner ces questions préalables de compétence ; leurs décisions peuvent faire l'objet d'un pourvoi en Cassation et leurs arrêts peuvent être annulés d'après l'article 299 du Code d'Instruction criminelle, sur le pourvoi du prévenu ou du ministère public, s'ils ont violé les règles de la compétence ¹.

Si ces arrêts des chambres des mises en accusation n'ont pas été attaqués, ou si, l'ayant été, le pourvoi a été rejeté ; si, d'autre part, le procureur général près la Cour de cassation n'en a pas provoqué l'annulation par l'effet du pouvoir extraordinaire que lui confère l'article 441 du Code d'Instruction criminelle ², ils acquièrent l'autorité de

1. Art. 299 : La demande en nullité ne peut être formée que contre l'arrêt de renvoi et dans les quatre cas suivants :

- 1° Pour cause d'incompétence ;
- 2° Si le fait n'est pas qualifié crime par la loi ;
- 3° Si le ministère public n'a pas été entendu ;
- 4° Si l'arrêt n'a pas été rendu par le nombre de juges fixé par la loi.

2. Art. 441 : Lorsque sur l'exhibition d'un ordre formel à lui donné par le ministère de la justice, le procureur général près la Cour de cassation dénoncera à la section criminelle des actes judiciaires, arrêts ou jugements contraires à la loi, ces actes, arrêts ou jugements pourront être annulés...

la chose jugée et la Cour d'assises est irrévocablement saisie. Il ne lui appartient pas d'examiner sur quels faits ni sur quelles personnes a porté le renvoi ; elle ne peut admettre ni entendre aucun débat sur sa compétence qui s'étend ainsi à tous les faits punissables dont elle a été saisie par les arrêts de la Chambre des mises en accusation.

Il faut donc reconnaître que ces arrêts sont attributifs de juridiction et qu'ils statuent définitivement sur la compétence lorsqu'ils ont acquis l'autorité de la chose jugée. Il n'est pas au pouvoir de la Cour d'assises de se dessaisir, parce qu'elle ne le pourrait qu'en annulant ces arrêts soit expressément, soit implicitement, ce qu'elle n'a pas le droit de faire, la Cour de cassation étant seule chargée de statuer sur la validité des décisions des cours d'appel ¹.

Mais à la différence des renvois devant les cours d'assises, les renvois en police correctionnelle ou en simple police ne sont qu'indicatifs et non attributifs de compétence. Le seul effet de ces décisions de renvoi est de saisir le Tribunal de la connaissance des faits délictueux ; les limites de la compétence de ces tribunaux fixées par les articles 137 et 179 du Code d'Instruction crimi-

1. Cass. 19 juillet 1816, *Bulletin* 43 ; 23 septembre 1875, *Bulletin* 84 ; 4 août 1894, *Bulletin* 239.

nelle ne sont point dans ce cas modifiées, et l'obligation qui leur est imposée par les articles 160 et 193 de renvoyer les affaires qui excèdent leur compétence ne reçoit ici aucune dérogation¹.

Les règles de compétence étant d'ordre public, le tribunal a toujours le droit d'examiner d'après la nature des faits s'il est ou non compétent; s'il reconnaît que le fait dont il a été saisi a les caractères d'un crime, il doit se déclarer incompétent sans distinguer si le renvoi a été fait par la Chambre des mises en accusation, ou par le juge d'instruction².

1. Art. 137 : Sont considérées comme contraventions de police simple, les faits qui, d'après les dispositions du 4^e livre du Code pénal, peuvent donner lieu soit à 15 francs d'amende ou au-dessous, soit à cinq jours d'emprisonnement ou au-dessous, qu'il y ait ou non confiscation des choses saisies, et quelle qu'en soit la valeur.

Art. 179 : Les tribunaux de première instance en matière civile connaîtront en outre, sous le titre de tribunaux correctionnels, de tous les délits forestiers poursuivis à la requête de l'administration et de tous les délits dont la peine excède cinq jours d'emprisonnement ou 15 francs d'amende.

Art. 68, C. P. : L'individu âgé de moins de 16 ans, qui n'aura pas de complices présents au-dessus de cet âge, et qui sera prévenu de crimes autres que ceux que la loi punit de la peine de mort, de celle des travaux forcés à perpétuité, de la peine de la déportation ou de celle de la détention, sera jugé par les tribunaux correctionnels, qui se conformeront aux deux articles ci-dessus.

2. Cass. 2 août 1889, *Bulletin* 282.

Ce droit appartient au Tribunal, soit que les caractères du crime lui apparaissent dans l'ordonnance qui le saisit, soit qu'ils ne se révèlent qu'au cours des débats.

Si le fait est composé d'éléments complexes, et est susceptible d'être qualifié crime ou délit, l'ordonnance du juge d'instruction qui a déclaré qu'il n'y avait lieu à suivre sur le crime et qui a renvoyé le prévenu devant le Tribunal de police correctionnelle, ne lie pas ce tribunal¹. Cette ordonnance ne comporte qu'une qualification du fait essentiellement provisoire soumis à ce titre au contrôle du Tribunal correctionnel, qui a une entière liberté d'appréciation.

On doit admettre cette solution même si l'ordonnance a expressément écarté la circonstance aggravante qui, aux yeux du Tribunal, est de nature à donner au fait le caractère d'un crime.

L'article 193 ne fait aucune distinction sur les motifs qui peuvent être de nature à former la conviction du juge, conviction qui peut résulter du débat oral et contradictoire tant au point de vue de la culpabilité que de la compétence.

Lorsque le Tribunal correctionnel se déclare incompétent, il n'a pas le droit de renvoyer le

1. Cass. 28 octobre 1886, *Bulletin* 536.

prévenu devant le juge d'instruction et encore moins de désigner celui-ci. Il y a une décision légale du juge d'instruction ou de la Chambre des mises en accusation qui subsiste¹. Il en résulte un conflit négatif de juridiction qui donne lieu à un règlement de juges devant la Cour de cassation (art. 526, I. cr.)².

Le cas est différent lorsque le Tribunal correctionnel a été saisi par la voie de la citation directe. Dans ce cas il n'y a pas de conflit de juridiction et il peut désigner le juge d'instruction compétent (art. 193, I. cr.)³.

Tels sont les différents cas dans lesquels l'autorité de la chose jugée peut résulter des décisions des juridictions d'instruction.

1. Cass. 3 mai 1877, *Bulletin* 116; 19 mars 1891, *Bulletin* 68; 23 janvier 1892, *Bulletin* 28; 4 février 1892, *Bulletin* 42; 11 février 1893, *Bulletin* 38; 26 décembre 1896, *Bulletin* 387.

2. Art. 526 : Il y aura lieu à être réglé de juges par la Cour de cassation, en matière criminelle, correctionnelle ou de police, lorsque ces cours, tribunaux, ou juges d'instruction, ne ressortissant point les uns aux autres, seront saisis de la connaissance du même délit ou de délits connexes, ou de la même contravention.

3. Cass. 19 février 1857, *Bulletin* 67; 25 février 1875, *Bulletin* 67.

CHAPITRE QUATRIÈME

Décisions des juridictions de jugement.

L'autorité de la chose jugée résulte également des décisions rendues par les juridictions de jugement, c'est-à-dire par les juridictions instituées pour l'application des lois pénales. Ce sont à la fois les juridictions de droit commun, cour d'assises, tribunaux de police correctionnelle et de simple police, et aussi les juridictions d'exception telles que les conseils de guerre et les tribunaux maritimes.

Ce caractère pénal est essentiel : il ne se rencontre pas dans l'acte du président ou du juge qui, à l'audience ou au cours d'une instruction judiciaire publique, fait expulser et même fait emprisonner, en vertu de l'article 504 du Code d'Instruction criminelle, ceux qui troublent la

tranquillité de l'audience¹. Cet acte est un ordre et non un jugement, et ne peut s'opposer à une poursuite ultérieure devant la juridiction répressive.

L'article 509 du Code d'Instruction criminelle accorde le même pouvoir aux préfets, sous-préfets, maires et adjoints, etc., lorsqu'ils remplissent publiquement quelque acte de leur ministère² : une peine véritable est ainsi infligée, mais il n'y a eu ni poursuites ni jugement. Le fait à raison duquel l'arrestation et la détention ont été ordonnées peut donc être l'objet d'une poursuite et d'une condamnation criminelles. C'est dans ce sens que

1. Art. 504 : Lorsqu'à l'audience ou en tout autre lieu où se fait publiquement une instruction judiciaire, l'un ou plusieurs des assistants donneront des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation, ou exciteront du tumulte de quelque manière que ce soit, le président ou le juge les fera expulser s'ils résistent à ses ordres, ou, s'ils rentrent, le président ou le juge ordonnera de les arrêter et conduire dans la maison d'arrêt ; il sera fait mention de cet ordre dans le procès-verbal, et sur l'exhibition qui en sera faite au gardien de la maison d'arrêt, les perturbateurs y seront reçus et retenus pendant 24 heures d'emprisonnement.

2. Art. 509 : Les préfets, sous-préfets, maires et adjoints, officiers de police administrative ou judiciaire, lorsqu'ils rempliront publiquement quelques actes de leur ministère, exerceront aussi les fonctions de police réglées par l'article 504 ; et après avoir fait saisir les perturbateurs, ils dresseront procès-verbal du délit et enverront ce procès-verbal s'il y a lieu, ainsi que les prévenus, devant les juges compétents.

la Cour de cassation a jugé que l'adjoint qui agit comme officier de police administrative pour le maintien du bon ordre dans un marché, peut, en vertu des articles 504 et 509 du Code d'Instruction criminelle, faire saisir et détenir pendant 24 heures tout individu qui cause du trouble en sa présence. Cette mesure n'est pas un jugement de condamnation à une peine et le prévenu peut donc, sans qu'il y ait violation de la maxime *non bis in idem*, être traduit devant le Tribunal de police correctionnelle et condamné pour outrages envers l'adjoint, si effectivement le trouble qu'il a causé devant ce fonctionnaire a été accompagné du délit d'outrages.

Ces mesures répressives souvent très graves, que nos lois autorisent sans qu'une condamnation ait été prononcée par une juridiction criminelle, et même souvent sans qu'un délit spécialement prévu et puni ait été commis, sont des mesures de coercition arbitrairement appliquées par l'autorité et ne peuvent être considérées comme de véritables jugements : elles ne doivent donc exercer aucune influence sur l'exercice de l'action publique et sur le résultat des poursuites qui peuvent être intentées ¹.

1. La Cour de cassation a jugé qu'il y a violation de la maxime *non bis in idem*, lorsqu'un juge refuse de punir

Il en est de même des décisions rendues en matière disciplinaire : tout magistrat, tout notaire, tout avoué, tout officier ministériel, et en général tout citoyen qui exerce une fonction publique, relève à la fois, quant aux délits qu'il peut commettre, d'une double juridiction : la justice ordinaire à laquelle il est soumis comme citoyen et la justice disciplinaire qui lui est imposée à raison de ses fonctions spéciales.

L'action publique et l'action disciplinaire sont, par leur nature, profondément distinctes l'une de l'autre : la première est exercée dans l'intérêt public; elle a pour objet de donner à la société la satisfaction à laquelle elle a droit pour les atteintes qui lui ont été portées par les faits incriminés; elle a pour but la sanction des lois pénales. L'action disciplinaire est exercée surtout dans l'intérêt du corps auquel appartient l'inculpé et tend au maintien des règles et de l'honneur de ce corps. En outre l'action publique ne peut porter que sur des faits positivement caractérisés par la loi crime, délit ou contravention, tandis que l'action disciplinaire peut s'exercer pour des faits qui ne sont pas qualifiés par la loi et s'étendre à tout acte susceptible d'affaiblir la considération

une contravention, sous prétexte que le prévenu a subi une détention préventive. (8 octobre 1842, *Bulletin* 271.)

du corps dont fait partie son auteur; on peut invoquer à l'appui d'une poursuite de ce genre des faits dépouillés de leur criminalité et trouver à sévir là où la juridiction ordinaire a dû absoudre ¹. C'est ainsi que des peines peuvent être prononcées à raison d'un fait que l'exception de prescription ou de chose jugée rendait non punissable pour la juridiction ordinaire. La différence se reproduit lorsqu'il s'agit des juridictions chargées d'en connaître et des formes suivant lesquelles il est procédé. Pour l'action publique, c'est la Cour d'assises, le Tribunal correctionnel ou le Tribunal de simple police, avec la publicité ordinaire. Pour l'action disciplinaire, c'est la juridiction civile qui souvent statuera à huis clos. De toutes ces différences il ressort que la répression disciplinaire et la répression pénale peuvent être cumulées quand les faits commis ont fait encourir l'une ou l'autre : les jugements disciplinaires n'ayant pas le caractère de jugements criminels n'ont pas à l'égard de ceux-ci l'autorité de la chose jugée ².

La décision intervenue doit, pour pouvoir être invoquée avec l'autorité de la chose jugée, être susceptible d'exécution; il faut qu'elle ait statué

1. Cass. 27 novembre 1838.

2. Cass. 22 décembre 1822, *Bulletin* 318; 12 mai 1827, *Bulletin* 115.

sur la culpabilité et sur l'application de la peine, qu'elle ne renferme pas de dispositions contradictoires sur ces deux derniers points notamment, que la pénalité qu'elle applique soit reconnue par la loi. Il est clair que la chose jugée ne saurait l'emporter sur l'impossibilité physique d'exécuter deux dispositions qui s'entre-détruiraient. D'ailleurs on ne peut concevoir un jugement sans y attacher la possibilité d'une exécution quelconque.

Le jugement qui doit avoir l'autorité de la chose jugée doit émaner d'une juridiction légalement constituée, ayant mission de rendre la justice. Mais est-il nécessaire que cette juridiction ait été régulièrement composée, qu'elle ait statué dans les limites de sa compétence, que sa décision soit conforme à la loi? L'article 360 du Code d'Instruction criminelle, par ces expressions « toute personne acquittée légalement », semble l'exiger. Faut-il induire de cette expression qui ne se trouvait pas dans l'article 426 du Code de brumaire an IV, que les ordonnances du juge, les jugements et arrêts ne sont susceptibles d'acquérir force de chose jugée qu'autant qu'ils sont parfaitement conformes à la loi? Non, car la loi a indiqué les voies à suivre pour faire annuler les décisions illégales des tribunaux. Celles-ci deviennent inattaquables quand on a négligé d'en pro-

voquer la réforme par les moyens prescrits; sans cela il n'y aurait point de termes aux procès criminels, point de sécurité pour les citoyens.

Le mot « légalement » vise simplement l'institution légale du Tribunal et ne veut pas dire qu'il est indispensable pour constituer la chose jugée que la décision ait été légalement et régulièrement rendue. Cette opinion qui est aujourd'hui uniformément admise, est confirmée par l'article 409 du Code d'Instruction criminelle qui dispose que, dans le cas de l'acquittement de l'accusé, et s'il y a eu quelque nullité, l'annulation de l'ordonnance et de ce qui l'a précédée ne pourra être poursuivie que dans l'intérêt de la loi et sans préjudicier à la partie acquittée.

L'article 360 se réfère donc uniquement au fond du droit et ne refuse l'autorité de la chose jugée qu'aux sentences rendues par un simulacre de jury, ou par la Cour contrairement au verdict du jury; un acquittement doit être irrévocable, quelque vicieuse qu'ait été la procédure, quelque incompétent qu'ait été le Tribunal.

La jurisprudence est actuellement unanimement fixée dans ce sens qu'il faut considérer le mot « légalement » comme n'existant pas dans l'article 360.

Il a été jugé à différentes reprises que l'auto-

rité de la chose jugée peut résulter d'un jugement rendu par un tribunal illégalement composé¹, par exemple par suite de l'absence du ministère public; d'un jugement faisant une fausse application de la loi finale, et enfin d'un jugement rendu par un tribunal incompétent² : sur ce point les décisions sont les plus nombreuses, et la question ne fait plus de doutes. Cette solution donnée au texte de l'art. 360, qui se réfère aux ordonnances d'acquittement rendues à la suite d'une réponse du jury, s'applique par identité de motifs aux jugements d'acquittement rendus par les tribunaux de police correctionnelle et de simple police.

Quelles sont donc les décisions des juridictions de jugement qui ont l'autorité de la chose jugée ? Ce sont tout d'abord les ordonnances d'acquittement rendues par le président des assises, et cela résulte de deux textes, des articles 358 et 360 du Code d'instruction criminelle.

L'article 358 dispose dans son paragraphe premier que lorsque l'accusé aura été déclaré non coupable, le président prononcera qu'il est ac-

1. Cass. 4^{er} avril 1813, *Bulletin* 65. — 18 mars 1881, *Bulletin* 80.

2. Cass. 20 juillet 1832, *Bulletin* 273. — 3 mai 1860, *Bulletin* 120. — Cour d'Angers, 26 mai 1864, D. P. 64, 2, 129; — Cass. 15 juillet 1882, *Bulletin* 173.

quitté de l'accusation et ordonnera qu'il soit mis en liberté s'il n'est détenu pour autre cause.

L'article 360 complète cette disposition en ajoutant : Toute personne acquittée légalement ne pourra plus être reprise ni accusée à raison du même fait.

Il en est de même pour les arrêts d'absolution. La loi établit une différence entre l'accusé acquitté et l'accusé absous : un accusé est acquitté ainsi que nous venons de le voir, quand le jury l'a déclaré non coupable. Dans ce cas l'affaire se trouve entièrement terminée ; il ne reste plus aucune question à juger, aucun fait à apprécier. Il suffit donc que l'ordonnance d'acquiescement soit prononcée par le président des assises, sans qu'il soit nécessaire que les autres juges soient consultés et le ministère public entendu.

Un accusé est absous, au contraire, quand le fait dont le jury l'a déclaré coupable n'est pas défendu par une loi pénale ; il y a lieu, dans ce cas, d'examiner le fait dans ses rapports avec la loi ; il y a donc nécessité pour la Cour d'assises de délibérer et de rendre un arrêt par lequel elle fera connaître pourquoi le fait qualifié crime par la Chambre des mises en accusation n'a point à ses

yeux ce caractère, ou du moins l'a perdu par suite de circonstances déclarées par le jury¹.

A s'en tenir au sens littéral de l'article 360 du Code d'instruction criminelle, il semblerait qu'il n'y a que les ordonnances d'acquiescement qui puissent mettre les accusés à l'abri de toutes poursuites ultérieures à raison du même fait; néanmoins on admet, sans discussion aucune, que l'absolution autant que l'acquiescement doit purger l'accusation entière.

La Cour d'assises qui a jugé qu'il n'y avait pas de loi pénale avait le droit et le devoir d'appliquer au fait déclaré par le jury toute peine, même correctionnelle ou de simple police, qui pouvait l'atteindre. Cela résulte des articles 364 et 365 du Code d'instruction criminelle². Or, il y a lieu à

1. Dans le cas d'acquiescement, le pourvoi du ministère public ne peut mettre obstacle à la mise en liberté de l'accusé, car il ne peut lui préjudicier et n'a d'effet que dans l'intérêt de la loi — pourvu que l'acquiescement ait été prononcé légalement. — L'arrêt d'absolution, au contraire, n'est pas à l'abri d'un pourvoi, car il résout une question de droit. Le ministère public peut donc faire déténir l'accusé jusqu'à l'expiration du délai pendant lequel il a le droit de se pourvoir en cassation; à plus forte raison la détention est-elle maintenue lorsqu'un pouvoir a été formé. (Cass. 20 juillet 1827, *Bull.* 189.)

2. Art. 364 : La Cour prononcera l'absolution de l'accusé si le fait dont il est déclaré coupable n'est pas défendu par une loi pénale.

absolution par arrêt motivé toutes les fois qu'il manque un des éléments nécessaires pour rendre le fait punissable, ce qui a lieu dans les cas de prescription (Cass. 22 avril 1830, B. 104. — 2 juin 1831, B. 121) — d'aliénation mentale (Cass. 29 août 1829, B. 204) — enfin, dans tous les cas où la Cour est saisie par le ministère public d'une question d'application de la loi pénale, question qu'elle résout en faveur de l'accusé.

Dans tous ces cas, si aucune peine n'est prononcée, c'est qu'aucune peine n'est applicable au fait déclaré constant par le jury, sous quelque forme qu'on l'envisage, et lorsque l'absolution de toute loi pénale a été constatée dans un arrêt motivé qui eût été susceptible de cassation s'il se fût basé sur une erreur, on ne peut admettre que le même fait puisse être l'objet d'une poursuite ultérieure qui inévitablement serait en contradiction avec l'arrêt rendu. Ici doit s'appliquer ou jamais la maxime tutélaire : *Non bis in idem*.

Ont aussi, en matière criminelle, l'autorité de la chose jugée, les arrêts de condamnation : bien que les articles 360 et 246 ne représentent l'irrévocabilité de la chose jugée que comme un moyen de défense pour le prévenu acquitté ou qui a bénéficié d'un arrêt de non-lieu, on doit l'admettre également en ce qui concerne le condamné. Si

nulle part la loi n'a formulé ce principe d'une façon générale, c'est que la règle *Non bis in idem* est universellement admise. — Mais, en cette matière, l'autorité de la chose jugée est même pré-supposée par l'existence de la procédure en revision.

Les déclarations du jury ont également l'autorité de la chose jugée; ce sont de véritables jugements définitifs et souverains qui, aux termes de l'article 350 du Code d'instruction criminelle, ne sont susceptibles d'aucun recours, et qui ne peuvent être annulés qu'à raison des voies qui leur sont propres¹.

Les jugements des tribunaux de police correctionnelle et de simple police ont-ils également l'autorité de la chose jugée? Aucun texte dans nos lois ne répond à cette question; néanmoins elle est sans discussion aucune résolue dans le sens de l'affirmative. L'article 360 du Code d'instruction criminelle n'a fait l'application de la règle *Non bis in idem* qu'au cas où l'accusé est acquitté par le jury, mais il ne l'a pas restreinte à ce cas. Cette disposition s'appuie sur un principe d'ordre

1. Art. 350: La déclaration du jury ne pourra jamais être soumise à aucun recours.

Cass. 4 novembre 1892, *Bulletin* 275. — 22 décembre 1893, *Bulletin* 366.

et de justice qui domine tous les jugements et qui règne en matière civile aussi bien qu'en matière criminelle, et tous les auteurs se sont toujours accordés à dire, bien avant la promulgation du Code d'instruction criminelle, que le principe de la chose jugée s'applique également aux crimes, aux délits et aux contraventions. Ce principe a été formellement consacré par un avis du Conseil d'État approuvé le 12 novembre 1806 et formulé en ces termes, que le jugement ayant force de chose jugée a tous les droits d'une vérité incontestable : *Res judicata pro veritate habetur*.

Ainsi les jugements des tribunaux de police correctionnelle et des tribunaux de simple police acquièrent l'autorité de la chose jugée lorsqu'ils n'ont pas été attaqués dans les délais de la loi : l'acquiescement ou la peine qu'ils prononcent sont acquis au prévenu.

Les jugements qui statuent sur le fond de la poursuite peuvent seuls avoir l'autorité de la chose jugée : ainsi ne peuvent produire l'exception de chose jugée les jugements qui ordonnent une mesure préparatoire ou d'instruction, ou qui ont sursis à statuer en matière de vérification, d'expertises, de question préjudicielle, de défaut d'autorisation ou de plainte.

Ainsi l'arrêt qui a rejeté une exception d'incom-

pétence tirée de ce que les faits relevés par la citation ne pourraient donner lieu qu'à une action civile, n'a pas force de chose jugée quant à la qualification des faits au point de vue pénal. Il y a là en effet deux points de vue essentiellement différents, et de ce qu'une Cour d'appel affirme sa compétence en décidant que les faits énoncés, s'ils étaient établis, constitueraient un délit, il n'en résulte pas qu'elle soit dépossédée du droit de dire, en entrant dans l'appréciation de ces faits, qu'ils ne réunissent pas les conditions constitutives du délit qui lui était signalé. Il y a dans ces deux décisions deux objets différents et il ne peut y avoir lieu en pareil cas à l'application du principe de la chose jugée.

Les décisions des juridictions de jugement n'acquiescent l'autorité de la chose jugée que lorsqu'elles sont devenues irrévocables, c'est-à-dire lorsque les délais fixés par la loi pour les faire réformer ou annuler sont expirés sans que l'on ait usé de l'une ou de l'autre des voies de recours établies. — L'autorité de la chose jugée n'existe donc pas d'une façon absolue, tant que l'une de ces voies de recours reste encore ouverte. Mais ne pourrait-on pas, à l'occasion d'une nouvelle instance sur le même fait, invoquer la décision dont il s'agit, même si elle est encore susceptible de

l'un des recours établis par la loi ? Il faut l'admettre. Malgré la condition qui tient en suspens l'autorité qui résulte de ces jugements, on doit leur reconnaître une certaine force et cela dès qu'ils sont rendus. Si en effet on admet que dès qu'une cause a été instruite et jugée on ne peut recommencer une nouvelle procédure et introduire une nouvelle instance sur le même fait, sur quoi s'appuyer pour repousser cette nouvelle action si ce n'est sur l'autorité de la chose jugée ?¹

Quel est l'effet des voies de recours exercées contre un jugement criminel ?

En ce qui concerne les jugements rendus en premier ressort, l'appel ne leur enlève pas toujours toute l'autorité de la chose jugée².

1. La jurisprudence est en ce sens et a décidé qu'un jugement rendu par une autorité judiciaire légalement constituée, sur une contestation et une instance liées conformément aux règles de la procédure, existe par le seul fait de sa prononciation en audience publique. A partir de ce moment le juge qui l'a rendu a épuisé son pouvoir sur la contestation qui lui était soumise, alors même que la rédaction de ce jugement n'a pas encore été faite, et que sa signature et celle du greffier n'ont pas encore été apposées. En conséquence, si le juge qui a rendu ce jugement rend par la suite un second jugement en sens contraire sur la même contestation, ce second jugement est entaché de nullité comme contraire au principe de la chose jugée.

2. La partie du jugement qui n'a point été frappée d'appel conserve à l'égard de ce qui s'y trouve décidé l'autorité de la chose jugée. (Req. 25 novembre 1895, D. 96, 1, 37.)

Si l'appel a été formé par le prévenu seul, le Tribunal d'appel ne peut réformer la décision attaquée contrairement à l'intérêt du prévenu seul appelant. Le juge du second degré ne peut donc statuer sur les chefs écartés par les premiers juges, et en s'en tenant aux autres chefs il ne peut aggraver la position de l'appelant, soit en augmentant la peine prononcée contre lui, soit en transformant le délit et en renvoyant l'appelant en état de prévention devant une autre juridiction : il ne lui appartient pas de statuer dans l'intérêt de l'action publique, ce dont il n'est nullement saisi. Il ne peut que modifier le jugement en faveur du prévenu, soit en diminuant la peine, soit en l'infirmant, ou que le confirmer purement et simplement.

Ainsi, lorsqu'il résulte des débats que les faits paraissent être, pour le Tribunal d'appel, de la compétence d'une autre juridiction, si l'appel n'a été interjeté que par le prévenu, ce tribunal ne peut pas se déclarer incompétent et renvoyer devant une autre juridiction. En particulier, en ce qui concerne l'appel des jugements de simple police, bien que le fait paraisse être un délit, le Tribunal correctionnel saisi de cet appel, ne saurait se déclarer incompétent. Le ministère public n'a pas le droit d'interjeter appel du jugement de simple police; l'appel du prévenu est seul valable

et ne peut lui nuire : il ne saisit le tribunal que de la question de savoir s'il doit être acquitté ou moins gravement puni, question que, dans ce cas spécial, le tribunal au lieu de se déclarer incompetent, doit résoudre par la négative, en confirmant le jugement attaqué, puisque le fait incriminé loin d'avoir entraîné une peine trop sévère, lui paraît au contraire avoir fait encourir au coupable des peines correctionnelles qui ne peuvent plus être prononcées.

L'appel formé par un seul des condamnés est restreint à sa personne et laisse subsister le jugement avec tous ses effets à l'égard des autres condamnés.

Si l'appel n'a été interjeté que par la partie civile, il ne porte devant la juridiction saisie qu'une simple question civile et ne touche donc pas à ce qui a été jugé au point de vue répressif : le premier jugement garde sous ce rapport l'autorité de la chose jugée.

Mais il en est autrement si l'appel a été relevé par le ministère public. Cet appel frappe tout le jugement qui n'est protégé en aucune de ses parties par l'autorité de la chose jugée : il peut aboutir à la condamnation ou à l'acquiescement du prévenu.

Les jugements criminels acquièrent immédia-

tement force de chose jugée lorsqu'ils sont rendus en dernier ressort. Toutefois cette autorité est encore révocable, puisqu'ils peuvent être attaqués et réformés par la voie de la cassation.

Le pourvoi n'enlève pas à la décision rendue toute l'autorité de la chose jugée :

S'il n'a été formé que par l'un des accusés, il ne profite qu'à celui-là seul ;

S'il a été limité à un chef d'accusation déterminé, les autres conservent leur autorité¹ : en ce qui concerne les déclarations du jury, la déclaration de culpabilité doit donc être maintenue pour les autres ; en matière correctionnelle, la jurisprudence de la Cour suprême se prononce plus volontiers pour la cassation intégrale, à moins qu'il ne s'agisse de délits absolument distincts. Ainsi la cassation est totale bien que les faits délictueux ne soient pas indivisibles s'ils constituent, par exemple, une entreprise de contrebande qui ne permet pas de les diviser et de les renvoyer partiellement au juge de renvoi, sans nuire à la liberté d'appréciation des juges et à la liberté de la défense².

La connexité motive la cassation intégrale ; il en est ainsi lorsque ce lien unit, soit divers chefs

1. Cass. 27 novembre 1871, D. P. 72, 1, 92.

2. Cass. 23 janvier 1874, D. P. 75, 1, 48.

du même arrêt, soit plusieurs personnes dont une seule a figuré dans l'instance en cassation, soit enfin plusieurs chefs dont un seul a fait l'objet du recours en cassation. La connexité profite à l'accusé en étendant l'annulation à des chefs de cassation inattaquables en eux-mêmes; elle se retourne quelquefois contre lui en faisant revivre des chefs de prévention qui avaient été l'objet d'un acquittement.

Si c'est la partie civile qui s'est pourvue en cassation, le pourvoi se limite naturellement aux chefs concernant les intérêts civils ¹.

Quant au pourvoi du ministère public, agissant au nom de la société, il profite à tous, et en particulier à l'accusé qui ne s'est pas pourvu.

En cette matière la Cour de renvoi, saisie après cassation, peut prononcer une peine supérieure à celle qu'avait infligé l'arrêt cassé.

Les jugements correctionnels rendus par défaut acquièrent aussi l'autorité de la chose jugée au point de vue de l'action publique, dès qu'ils sont devenus définitifs par l'expiration des délais d'opposition. Mais aussi longtemps qu'une signification n'a pas fait courir ces délais, leur autorité est toute relative.

1. Cass. 6 juillet 1876, D. P. 77, 1, 741.

En est-il de même des arrêts rendus par contumace ? Ces arrêts n'ont qu'un caractère provisoire et précaire. Aux termes de l'article 476 du Code d'Instruction criminelle, ils sont de plein droit anéantis par la représentation volontaire ou forcée du condamné ¹. Toutefois cette conséquence ainsi formulée serait inexacte : il y a lieu de faire une distinction entre les arrêts de condamnation d'une part, et les arrêts d'acquittallement ou d'absolution d'autre part.

L'article 476 ne s'applique qu'aux arrêts de condamnation : ce sont les seuls qui ne produisent pas l'autorité de la chose jugée ².

En cas d'acquittallement, au contraire, l'arrêt doit avoir les mêmes effets que s'il avait été rendu contradictoirement ³ : car, d'une part, l'article 360 ne distingue pas entre les arrêts d'acquittallement contradictoires et les arrêts d'acquittallement rendus par contumace, et, d'autre part, l'article 476 n'anéantit, lors de la représentation volontaire

1. Art. 476 : Si l'accusé se constitue prisonnier, ou s'il est arrêté avant que la peine soit éteinte par prescription, le jugement rendu par contumace et les procédures faites contre lui depuis l'ordonnance de prise de corps ou de se représenter, seront anéantis de plein droit et il sera procédé à son égard dans la forme ordinaire.

2. Cass. 21 décembre 1861, D. P. 62, 1, 200.

3. Cass. 18 ventôse an xii, *Bulletin* 90. — 15 novembre 1821, *Bulletin* 177.

ou forcée de l'accusé, que le jugement rendu et les procédures faites contre lui, ce qui exclut les jugements rendus en sa faveur.

La même solution s'applique aux arrêts d'absolution.

Si l'accusation renferme plusieurs crimes distincts et que l'acquittement par contumace ne porte que sur quelques uns de ces crimes, son effet est absolu en ce qui concerne ces chefs d'accusation : il y a chose jugée. Lorsque l'accusé se présente ou est arrêté, on ne peut procéder contre lui que relativement aux crimes qui ont motivé la condamnation intervenue ; il ne doit pas souffrir de ce qu'au lieu d'avoir été jugés séparément, ces crimes ont été réunis dans une même procédure ; le bénéfice de l'acquittement lui reste acquis.

L'arrêt par contumace a-t-il l'autorité de la chose jugée en ce qui concerne les circonstances aggravantes qu'il a écartées pour ne retenir que le fait principal ? Non. L'arrêt par contumace est, relativement au même fait, nécessairement indivisible, et d'autre part l'article 476 est général et absolu : lorsque le condamné est arrêté ou qu'il se constitue prisonnier avant que la peine soit éteinte par la prescription, l'arrêt de contumace est anéanti de plein droit dans toutes ses parties, et l'accusé doit de nouveau être mis en jugement

sur le fait de l'accusation avec toutes ses circonstances.

La même solution s'applique à la question de savoir si, lorsque l'arrêt par contumace a réduit le crime à un simple délit, le condamné peut, en acquiesçant et en renonçant au bénéfice de l'article 476, maintenir cet arrêt et en réclamer l'exécution¹. Toutes les raisons qui ont pu être données en faveur d'une semblable solution sont venues se briser contre le texte formel de l'article 476: l'arrêt rendu par contumace est anéanti de plein droit et la volonté de l'accusé est impuissante pour lui consacrer ses effets; la condamnation n'existe plus, la représentation de l'accusé l'a détruite, et une condamnation qui n'existe plus, qui est censée n'avoir jamais existé, n'est pas susceptible d'un acquiescement. Le ministère public n'aurait pas le droit d'imposer à l'accusé la condamnation correctionnelle ainsi obtenue et de le frustrer des chances d'un nouveau jugement; de même, l'accusé ne peut empêcher le ministère public de faire juger de nouveau toute l'accusation. Chacun reprend la position qu'il avait avant l'arrêt qui se trouve anéanti au préjudice comme à l'avantage de l'accusé.

1. Cass. 1^{er} juillet 1820, *Bulletin* 95. — 30 janvier 1847, *Bulletin* 18.

L'arrêt par contumace est même, d'après la jurisprudence de la Cour de cassation, sans effet en ce qui concerne l'existence du fait reconnu constant, et ne peut être opposé aux juridictions civiles. Plusieurs cours d'appel avaient décidé, au contraire, que les décisions rendues au criminel, même par contumace, avaient à l'égard de tous l'autorité de la chose jugée en ce sens qu'il ne serait pas permis de remettre en question, au civil, le fait qu'elles affirment ou qu'elles nient. (Cour de Paris, 22 décembre 1873; Cour de Nîmes, 31 décembre 1878; Cour d'Orléans, 22 janvier 1880 et 29 novembre 1894.)

La Cour de cassation s'est prononcée en sens contraire, le 22 juin 1896 notamment, en cassant l'arrêt de la Cour d'Orléans du 29 novembre 1894. Son dernier arrêt sur cette matière (5 janvier 1898) dispose : « Attendu, en droit, que si les décisions de la justice criminelle ont à l'égard de tous devant la juridiction civile l'autorité de la chose jugée, ce principe ne s'applique qu'aux décisions définitives ; que les arrêts rendus par contumace n'ont pas ce caractère aussi longtemps que les délais de prescription de la peine ne sont pas expirés ; qu'en effet, si l'accusé se constitue ou s'il est arrêté avant cette époque, le jugement est anéanti de plein droit ; que, par suite, de sembla-

bles décisions ne peuvent, avant l'expiration de ces délais, être invoquées comme produisant au civil les effets de la chose jugée. »

La chose jugée résulte en principe du dispositif et non des motifs du jugement¹. On doit prendre le dispositif dans son acception naturelle, en restreindre les termes lorsqu'ils sont à charge, plutôt que de les étendre. Lorsqu'il y a obscurité, l'interprétation en est admise, mais toujours dans un sens favorable et non dans un sens rigoureux : *In melius non in durius*.

Mais il arrive souvent, dans un jugement criminel, que le dispositif consiste simplement dans l'application de la peine et prononce la condamnation : Attendu que N... s'est rendu coupable de...² L'autorité de la chose jugée se réfère alors non seulement au dispositif, mais aussi à ceux des motifs qui se rapportent à la qualification pénale, motifs qui font essentiellement corps avec le dispositif. D'ailleurs, pour apprécier l'effet d'une décision rendue au criminel, il faut s'attacher, non point à telle ou telle partie de son contexte, mais aux faits qu'elle a déclarés constants, ou aux qualifications pénales qu'elle leur a données. Les mo-

1. Req. 10 juin 1856, D. P. 57, 1, 203. — Aix, 22 juillet 1862, D. P. 62, 2, 148. — Crim. rej. 4 août 1883, D. P. 83, 1, 483.

2. Cass. 24 juillet 1863, D. P. 63, 1, 490.

tifs qui contiennent ces constatations de fait ou qui se réfèrent à ces qualifications, forment une partie essentielle à la décision et ont la même autorité que le dispositif¹.

L'autorité de la chose jugée est acquise aux sentences émanées des juridictions spéciales, telles que les conseils de guerre, les tribunaux maritimes, les juridictions disciplinaires, les conseils de prud'hommes². En ce qui concerne ces deux dernières juridictions, les décisions qu'elles rendent

1. Cass. 21 avril 1896.

2. En ce qui concerne les juridictions disciplinaires, voir *Suprà*, p. 60. Pour ce qui est des conseils de prud'hommes ils sont institués pour réprimer certains délits, tels que les faits tendant à troubler l'ordre et la discipline des ateliers, les manquements graves des apprentis à l'égard de leurs maîtres, délits pouvant être punis d'un emprisonnement qui n'excédera pas trois jours. Il n'est pas nécessaire que ces faits constituent une infraction à la loi pénale, cette juridiction étant bien plus disciplinaire que répressive. Néanmoins la condamnation prononcée par les conseils ne peut mettre obstacle aux poursuites du ministère public devant les tribunaux de répression, lorsque du fait incriminé il peut résulter un crime, un délit ou une contravention. L'art. 4 du décret du 3 août 1810 dit : Sans préjudice de l'art. 19, titre 3, de la loi du 22 germinal an XI, et de la concurrence des officiers de police et des tribunaux. Un arrêt de la Cour de cassation du 9 avril 1836 décide dans ce sens que les poursuites exercées devant les prud'hommes pêcheurs et suivies de condamnation ou d'acquiescement ne s'opposent pas à ce que le ministère public agisse ensuite devant les tribunaux ordinaires. (Voir, en sens contraire, Garsonnet, tome I, § 20.)

ne font pas obstacle à l'exercice de l'action publique, sans qu'il en résulte une violation de la maxime *Non bis in idem*¹.

Appendice. — AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE RÉSULTANT
DE JUGEMENTS RENDUS A L'ÉTRANGER.

Lorsqu'un fait peut être l'objet d'une poursuite criminelle dans deux pays différents, et qu'en réalité il a donné lieu dans un de ces pays à un jugement, l'accusé poursuivi à raison du même fait, dans l'autre pays, peut-il opposer l'autorité de la chose jugée ? La chose jugée possède-t-elle une autorité reconnue dans le domaine du droit international ?

Mais comment se fait-il qu'un même fait soit susceptible d'être poursuivi dans plusieurs pays, et ne semble-t-il pas que la justice du pays où le fait a été commis soit seule compétente pour l'apprécier ?

Certains auteurs pensant que la loi pénale a pour but unique la sauvegarde de l'État et observant qu'elle est seulement exécutoire sur le territoire, estiment que l'on ne peut punir que les faits commis sur ce territoire. C'est la théorie de la territorialité de la loi : il en résulte que le juge du lieu du délit est seul compétent.

1. Cass. 15 juillet 1882, D. P. 83, 4, 362.

D'autres s'attachant à la nécessité d'atteindre le coupable, disent que tous les États sont également intéressés à la répression des délits et possèdent un droit égal à exercer l'action publique : ils sont donc également compétents pour poursuivre le coupable. Il en résulte que le fait délictueux peut être déféré à la justice du pays où le coupable est arrêté.

Enfin, il en est qui considèrent que les lois de son pays suivent tout citoyen, même sur la terre étrangère, et veulent que les nationaux soient justiciables de leur pays pour des délits commis à l'étranger. C'est la théorie de la personnalité des lois.

Ce problème est depuis longtemps résolu sur le terrain de la pratique, par les lois des différents peuples. Dans tous les pays on considère la loi pénale comme territoriale, puisque chaque État s'attribue le droit de juger toutes les infractions commises dans toute l'étendue de son territoire ; en même temps on reconnaît à toute législation pénale le caractère d'extraterritorialité, en lui donnant le pouvoir d'atteindre certains faits commis à l'étranger : ce sont ceux qui sont de nature à porter une grave atteinte à la sécurité de l'État ; on reconnaît aussi à la loi pénale le caractère de personnalité en rendant les nationaux d'un État justiciables de ses tribunaux, même pour des délits commis à l'étranger.

Certains pays observent strictement le principe de l'indépendance des États, et décident qu'il ne faut tenir compte ni en droit ni en fait des jugements rendus à l'étranger.

D'autres reconnaissent à ces jugements le pouvoir d'arrêter ces poursuites, mais sous certaines conditions dont la réunion est nécessaire pour que le jugement rendu en pays étranger produise les effets de la chose jugée ; le but est d'éviter une double poursuite tout en veillant à l'efficacité de la sentence étrangère.

Il y en a qui ne reconnaissent aucune autorité au jugement rendu à l'étranger, mais qui déclarent simplement que si la nouvelle poursuite aboutit à une condamnation, il faudra tenir compte de la peine subie.

Il y en a enfin qui distinguent entre les crimes et délits commis contre les simples particuliers, et les actes de nature à compromettre la sécurité ou le crédit de l'État. Les jugements rendus dans le premier cas ont seuls l'autorité de la chose jugée, les seconds n'en ont aucune.

Quelle est la doctrine suivie en France en pareille matière ? Si un individu après avoir commis un crime en France, s'enfuit à l'étranger ; s'il y est poursuivi et jugé à raison de ce crime, pourrait-il s'il rentre en France être traduit devant nos

tribunaux, malgré le jugement rendu à l'étranger, que ce jugement lui ait été ou non favorable ? Pourra-t-il invoquer la maxime *Non bis in idem* en se fondant sur l'existence de la décision étrangère, et dire : J'ai été acquitté, par conséquent je ne suis pas coupable — ou bien : J'ai été condamné et j'ai subi ma peine ; j'ai donc payé ma dette à la société ?

La jurisprudence est unanime à décider que le jugement rendu à l'étranger ne doit pas faire obstacle aux poursuites qui sont exercées en France.

Cette jurisprudence se base sur le principe de la souveraineté territoriale et décide que la chose jugée, bienfait et institution de la loi, ne peut étendre son autorité au-delà des limites du territoire sur lequel s'exerce la souveraineté de qui elle émane.

Le jugement rendu par un Tribunal étranger et prononçant une condamnation pénale ne peut en aucune manière devenir exécutoire en France : une nation est sans droit et aussi sans intérêt pour assurer l'exécution des sentences rendues par application de lois qui ne sont pas faites pour elle ; seul l'État, dans l'intérêt duquel ces lois sont faites, peut les appliquer.

Si un jugement rendu à l'étranger pouvait avoir une autorité quelconque en France, il y aurait atteinte portée à la protection que la France

doit à tous ceux qui se trouvent sur son territoire et atteinte à l'autorité du gouvernement français qui seule peut être exercée en France ; il y aurait aussi atteinte au droit des gens qui limite à l'étendue de ses États l'autorité de chaque souverain.

Le droit de réprimer judiciairement tous les faits délictueux commis sur son territoire, constitue pour chaque nation l'un des attributs les plus caractéristiques et les plus précieux de sa souveraineté. On ne saurait admettre qu'elle doive en pareille matière faire incliner ses diverses juridictions devant les décisions rendues par les juridictions d'un pays étranger.

Au premier abord on éprouve, il est vrai, une répugnance instinctive à admettre que le même individu puisse être condamné deux fois pour le même délit. Il semble que le principe de justice qui sert de base à la maxime *Non bis in idem* ne doive pas comporter d'exception. Mais l'application de cette maxime, qui séduit à première vue parce qu'elle s'adresse à des sentiments d'humanité toujours respectables, repose sur un fond discutable et peu solide.

Sur le territoire français on a bien pu attribuer une égale autorité au tribunal du lieu du délit, à celui du domicile du prévenu et au tribunal du lieu où le prévenu est arrêté ; mais ce sont des

tribunaux qui rendent tous la justice au nom du peuple français, qui suivent les mêmes règles de procédure, qui ont les mêmes moyens d'investigation et qui ne jugent que d'après une seule loi, la loi française ; le tribunal saisi peut, à l'aide d'une commission rogatoire, recueillir tous les renseignements dont il a besoin.

Mais de justice étrangère à justice française il n'en est plus de même et l'impossibilité où se trouve le juge étranger de fonder sa décision sur des preuves prises régulièrement sur le lieu du délit, s'oppose à ce que l'on reconnaisse à une compétence constituée dans de telles conditions la même valeur qu'à la compétence des tribunaux français saisis de tous les moyens d'information. On se heurterait à chaque instant à des difficultés insolubles nées de la différence des juridictions et des législations.

En outre c'est un des attributs essentiels de la souveraineté de pourvoir elle-même à la répression des crimes commis sur son territoire. Lorsqu'un crime a été commis en France, c'est dans la loi française seule que l'on doit chercher quelle qualification convient au fait, quelle est la peine encourue et quelle juridiction doit l'appliquer : la satisfaction due en pareil cas à l'ordre troublé ne peut être considérée comme régulière et complète

qu'autant qu'elle a été donnée sous les auspices de la loi française, conformément aux règles que cette loi a tracées.

Lors donc que la justice étrangère, prévenant l'action de la justice française, s'empare du fait et le juge, peut-on dire que l'ordre troublé en France ait obtenu la réparation qui lui était due ? Qui assure que les faits ont été qualifiés comme ils devaient l'être ? Que la sévérité de la répression a égalé la gravité du délit. On ne peut penser non plus à donner aux tribunaux français la mission d'apprécier en chaque affaire si la peine prononcée à l'étranger constitue une peine suffisante. Ce serait les instituer juges de la loi pénale et de la justice étrangères. Les principes et les convenances s'y opposent.

Cette solution qui fait prévaloir le principe de la souveraineté nationale sur l'application de la maxime *Non bis in idem*, est conforme à l'esprit des textes. L'art. 3 du Code civil en disposant que les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire, établit le principe de la souveraineté nationale ¹. D'autre part, l'art. 5 du Code

1. Il est de droit public, en France, que les jugements rendus en pays étranger ne peuvent ni être exécutés, ni exercer aucune autorité en France, si ce n'est dans les cas prévus par les articles 146 du Code de procédure civile,

d'Instruction criminelle qui n'autorise la poursuite en France des crimes et délits commis à l'étranger par un Français, que dans le cas où ce crime ou délit n'a pas été poursuivi à l'étranger, bien loin de reposer sur la maxime *Non bis in idem* et sur la reconnaissance de l'exception de la chose jugée, n'est qu'une conséquence du principe de la souveraineté territoriale qui doit être respectée aussi bien en France qu'à l'étranger. En reconnaissant à une souveraineté étrangère le droit de juger un Français qui a commis un crime ou un délit sur le territoire étranger, nous entendons faire respecter aussi en France ce principe de la souveraineté nationale que nous ne méconnaissons pas chez les autres. Lors donc qu'un crime a été commis sur le territoire français, les tribunaux français peuvent seuls en connaître, et si une juridiction étrangère a statué avant eux, sa décision est sans influence et ne peut ni arrêter les poursuites ni modifier le jugement ¹.

2123 et 2128 du Code civil et suivant les conditions prescrites dans ces articles.

1. Metz, 19 juillet 1850, D. P. 60, 2, 1. — Besançon, 14 novembre 1861, D. P. 61, 2, 230. — Crim. cass., 21 mars 1862, D. P. 62, 1, 146. — *Id.* 62, 1, 152. — Crim. rej., 23 novembre 1866, D. P. 67, 1, 235. — Crim. rej., 11 septembre 1873, D. P. 74, 1, 132. — Cour d'assises du Var, 28 juillet 1866, D. P. 67, 1, 235. — Cour d'assises de la Moselle, 4 décembre 1867, D.P. 68, 2, 39.— *Contra* : Douai,

Mais que l'on ne vienne pas dire que c'est une iniquité de prononcer une seconde peine pour un seul délit.

Les tribunaux français à qui la loi laisse toujours une certaine latitude pour la fixation de la peine pourront tenir compte du châtimement déjà infligé.

Dans tous les cas, il est toujours possible au chef de l'État, soit d'atténuer par une grâce partielle ce qu'une condamnation aurait d'excessif, soit même d'accorder une grâce entière si la peine déjà subie paraît suffisante. Les règles de la justice se trouveront ainsi conciliées avec les principes du droit ¹.

Lorsque le crime a été commis par un Français à l'étranger, en vertu du principe de la personnalité des lois, ce Français peut être poursuivi pour ce crime lorsqu'il revient en France ². Dans

31 décembre 1861, D. P. 62, 4, 147. — Cour d'assises des Pyrénées-Orientales, 18 juillet 1870, D. P. 70, 2, 171.

1. Si le pays où a été jugé l'étranger a été postérieurement réuni à la France, les tribunaux français ne peuvent plus accueillir une nouvelle poursuite contre le même individu. La souveraineté nouvelle succède dans tous les droits et les devoirs de la souveraineté qu'elle remplace et continue.

L'étranger qui commet, hors de France, un crime attentatoire à la sûreté de l'État, peut être jugé en France bien qu'il ait déjà été poursuivi à l'étranger (art. 7, C. Instr. crim.). — Besançon, 14 novembre 1861, D. P. 61, 2, 230.

2. Ce principe a été posé par la loi du 27 juin 1866.

ce cas l'article 5 du Code d'Instruction criminelle s'oppose aux poursuites lorsque le coupable a été poursuivi et jugé à l'étranger, et à condition que ce jugement soit définitif, à l'exclusion d'un jugement par défaut ¹.

Une remarque curieuse est à faire à ce sujet : si le jugement définitif rendu à l'étranger contre un Français pour un crime commis à l'étranger, a l'autorité de la chose jugée et par conséquent épuise le droit de poursuite en France, ce jugement ne peut par contre recevoir aucune exécution sur le territoire français. Donc si le condamné s'est soustrait, par sa fuite en France, à l'application de la peine prononcée contre lui, l'art. 5 du Code d'Instruction criminelle a cet effet de lui assurer l'impunité complète, la France ne pouvant ni lui infliger une peine pour le fait déjà jugé, ni assurer l'exécution de celle que le tribunal étranger a prononcée.

Avant cette loi, lorsqu'un Français commettait un crime à l'étranger et revenait en France, il ne pouvait pas être poursuivi. L'art. 5 du Code d'Instruction criminelle, modifié par cette loi, imposa à tout Français le statut personnel, qui le suit où il se trouve et le soumet à la loi française en quelque pays qu'il soit.

1. A moins que ce jugement par défaut ne soit devenu définitif. (Cass. 17 octobre 1889, *Bulletin* 312.)

CHAPITRE CINQUIÈME

De l'identité d'objet, de parties, de cause.

Pour que l'on puisse invoquer l'autorité de la chose jugée au criminel, il faut en principe, comme au civil, entre l'action définitivement jugée et celle qui est intentée actuellement, une triple identité d'objet, de cause et de parties ¹.

Section première. — DE L'IDENTITÉ D'OBJET.

L'objet, dans l'action publique qui est suivie pour l'application de la peine (article 3 du Code

1. Art. 1351, C. civ. : L'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à l'égard de ce qui fait l'objet du jugement ; il faut que la chose demandée soit la même, que la demande soit fondée sur la même cause, que la demande soit entre les mêmes parties et formée par elles et contre elles en la même qualité.

d'Instruction criminelle), c'est la punition du coupable. Le point de savoir, en matière pénale, s'il y a identité d'objet entre deux actions ne soulève aucune difficulté pratique. Cet objet ne se déterminant en réalité qu'à la fin du procès, et l'indication de la peine à infliger pouvant être modifiée au cours des débats, dans la limite de la compétence du juge, ce qui est demandé, c'est d'une façon générale la punition du coupable suivant les termes de la loi. On peut donc dire qu'au moment où l'exception de chose jugée se présente, la condition d'identité d'objet est toujours acquise et ne prête pas à contestation ¹.

Section deuxième. — DE L'IDENTITÉ DE PARTIES.

I. *Partie poursuivante.* — Tout d'abord en ce qui concerne la partie poursuivante, il peut y avoir chose jugée, alors même que la première

1. Il existe cependant une exception à cette règle, relativement aux contraventions en matière de contributions indirectes : en pareille matière les faits délictueux font naître une double action, celle du ministère public et celle de la régie. Ces actions sont indépendantes, faute d'identité d'objet : il en résulte que la chose jugée entre le ministère public et le prévenu est à l'égard de l'administration *res inter alios acta*, si elle n'y a pas participé. Une ordonnance de non-lieu ou un acquittement ne constitueraient pas un obstacle aux poursuites ultérieures de la régie.

poursuite a été intentée par une autre personne que la seconde.

Cette règle existait déjà en droit romain : *Qui de crimine publico in accusationem deductus est, ab alio super eodem crimine deferri non potest.* Elle est passée dans notre ancien droit et s'est surtout développée avec l'institution du Ministère public.

Dans notre droit actuel il n'y a d'autre accusateur que le Ministère public qui, lorsqu'il exerce l'action publique, agit au nom et dans l'intérêt de la société, et dès lors, le crime, le délit ou la contravention contradictoirement jugés avec lui le sont à l'égard de tous : l'action publique, lorsqu'il l'a exercée, ne peut être de nouveau mise en mouvement par une autre partie. Elle est éteinte; nul ne peut la faire revivre.

La partie civile ne peut saisir de sa demande le Tribunal correctionnel ou le Tribunal de simple police, lorsque les faits de la plainte ont déjà été jugés et quelle que soit la solution. D'ailleurs, la faculté que les articles 145 et 182 du Code d'Instruction criminelle accordent aux parties plaignantes de saisir directement l'une ou l'autre de ces deux juridictions, n'est pas une exception à

cette règle¹. Ce n'est jamais qu'en qualité de parties civiles qu'elles agissent. Une fois que l'affaire est portée devant le tribunal, le Ministère public seul exerce l'action publique. Cela est si vrai que le plaignant ne pourrait pas en paralyser les effets en retirant sa plainte (art. 4 du Code d'instruction criminelle) ².

Par conséquent, lorsqu'un délit a été l'objet d'une première poursuite, toute personne qui se prétendrait lésée par ce délit ne pourrait plus s'adresser à la juridiction répressive. La voie civile lui est seule ouverte pour demander la réparation du préjudice qui lui aurait été causé.

Il en résulte aussi que la décision rendue sur une poursuite intentée seulement par la partie civile n'en a pas moins, lorsqu'elle est devenue définitive, l'autorité de la chose jugée aussi bien à l'égard du ministère public qu'à l'égard de la partie civile. Le ministère public ne peut intenter ultérieurement aucune action contre le même individu prévenu du même fait ³.

1. En matière d'adultère — et il a fallu un texte spécial pour inscrire cette exception dans nos lois — l'époux a le droit de se désister de sa plainte et d'arrêter les poursuites tant qu'un jugement n'est pas intervenu. L'action publique est donc éteinte lorsqu'il renonce à sa plainte.

2. Art. 4, I. cr. : La renonciation à l'action civile ne peut arrêter ni suspendre l'exercice de l'action publique.

3. Crim. cass., 3 mai 1860, D. P. 60, 1, 519.

II. *Partie poursuivie.* — En ce qui concerne la partie poursuivie, il est de règle que le premier jugement ne peut avoir l'autorité de la chose jugée qu'à l'égard de celui qui a été l'objet des premières poursuites, à la suite desquelles il a été condamné, acquitté ou absous. Le même fait délictueux peut donc être reproché successivement par le ministère public à des individus différents, quel qu'ait été le résultat des premières poursuites.

Mais cette règle n'est pas absolue et il y a lieu d'y apporter des exceptions.

Il est certain que d'autres personnes que celle qui a été en cause dans la première procédure peuvent se prévaloir du jugement qui a été rendu, surtout lorsque cette première procédure s'est terminée par un acquittement ou une absolution.

C'est ainsi que l'on admet que l'acquittement de l'accusé principal profite aux complices lorsqu'il est motivé sur ce que le délit n'a point existé ou sur ce que l'action publique n'est point recevable à cause d'une exception péremptoire inhérente au fait, telle que l'amnistie ou la prescription. Au contraire, le complice ou le coauteur peut être poursuivi, bien que l'auteur principal ait été acquitté, car en dehors de la question de matérialité du fait, se trouve celle de l'intention criminelle

de l'auteur, qui peut avoir déterminé l'acquittement. La solution favorable donnée aux premières poursuites peut donc avoir été motivée par une exception personnelle telle que la bonne foi, l'absence de discernement et l'insuffisance de preuves aussi. Dans ces cas il n'y a pas d'obstacle à ce que de nouvelles poursuites soient exercées contre d'autres personnes, car l'insuffisance de preuves contre un individu déterminé n'exclut pas l'existence d'un autre auteur principal, et la bonne foi d'un accusé ne suppose pas celle de ses co-accusés ¹.

Toutefois il y a un cas où une excuse, bien qu'elle soit personnelle à l'un des prévenus, peut profiter à un autre; c'est lorsqu'elle est tellement inhérente à la personne que le délit ne pourrait pas exister sans cela. Nous voulons parler de la bigamie ou de l'adultère, cas dans lesquels le sort du complice est évidemment subordonné à celui de l'époux coupable, lorsque ce dernier, poursuivi, invoque la nullité du mariage. Il est certain que si cette nullité est prononcée, si le mariage est déclaré non existant, il ne peut y avoir bigamie ou adultère. On peut dire, il est vrai, dans ce cas, que c'est presque une des conditions du délit qui

1. Cass. 7 octobre 1858, D. P. 58, 1, 474.

fait défaut plutôt qu'une excuse personnelle à l'un des auteurs de ce délit ou soi-disant tel.

Mais comment savoir quelle est la base de l'acquittement qui vient d'être prononcé ?

S'il s'agit d'un jugement d'un Tribunal correctionnel ou de simple police, la question ne saurait faire de doute : ces jugements sont motivés et l'on doit trouver dans leurs motifs les causes de l'acquittement ou de l'absolution. Il est donc facile de déterminer, par leur examen, la portée de la solution rendue et de voir si elle exclut toute nouvelle poursuite à l'égard de certaines autres personnes déterminées.

Il n'en est pas de même pour les affaires criminelles ; l'acquittement prononcé par la Cour intervient à la suite d'une déclaration du jury équivoque dans ses motifs, puisque l'on ne sait pas si le jury s'est déterminé par la non existence du délit ou par des circonstances particulières à l'auteur. L'ambiguïté de ce verdict ne permet donc pas de le déclarer inconciliable avec un autre verdict qui affirmerait postérieurement la culpabilité d'un autre accusé.

Le principe de la chose jugée repose sur une présomption qui n'a elle-même d'autre fondement que l'utilité générale. Or, l'utilité générale n'exige pas que lorsque l'erreur d'un jugement a été re-

connue, ce jugement fasse autorité non pas seulement à l'égard de la personne qui y a été partie, mais aussi à l'égard de toutes autres. L'erreur judiciaire commise à l'égard du premier inculpé, si erreur il y a, ne peut être une cause d'impunité pour le second ¹.

La condamnation qui est alors prononcée a pour effet de provoquer la procédure de revision. Lorsque l'on se trouve en présence d'erreurs devenues irrévocables, de dispositions de deux jugements également passés en force de chose jugée et se contredisant expressément, l'innocence de l'un et la culpabilité de l'autre des condamnés en résulte et la revision des procès s'impose. Lorsqu'un débat oral peut encore s'engager entre toutes les parties, la Cour de cassation annule les décisions qui sont inconciliables entre elles, et renvoie devant une juridiction autre que celle qui avait jugé la première fois. (23 avril et 26 juin 96, D. 97, 1, 54 ; Cass. 6 août 1897, B. 284 ; 11 décembre 1897, *Gazette des trib.* du 31 décembre.)

Lorsqu'il n'est plus possible de recourir à des débats oraux entre les parties, la Cour de cassation statue au fond et, s'il y a lieu, annule purement et simplement la condamnation qui lui paraît

1. Voir cependant Caen, 15 mars 1880, D. P. 81, 2, 49.

non justifiée. (15 mai 1874, B. 134; 16 décembre 1897, *la Loi* du 28 décembre.)

Section troisième. — DE L'IDENTITÉ DE CAUSE.

La cause de la demande, dans l'action publique, c'est le fait délictueux imputé au prévenu; par suite, pour qu'il y ait chose jugée et impossibilité de faire renaître l'action publique, l'identité est nécessaire entre le fait délictueux déjà jugé et le fait délictueux qui est actuellement poursuivi.

C'est ce qu'exprime l'article 360 du Code d'Instruction criminelle quand il déclare que toute personne acquittée légalement ne pourra plus être reprise ni condamnée à raison du même fait.

Que doit-on entendre par ces mots « le même fait » ? Est-ce l'acte matériel lui-même avec toutes ses conséquences, ou seulement le fait envisagé au point de vue de la qualification qui lui a été donnée ? Pour répondre à cette question il y a lieu de faire une distinction : le fait actuellement poursuivi peut n'être pas, matériellement au moins, celui qui a déjà fait l'objet d'une poursuite — ou bien — c'est le même fait, mais envisagé sous un aspect nouveau.

Nous examinerons d'abord cette seconde hypothèse.

Le même fait matériel peut-il faire l'objet de

deux poursuites successives quand il contient plusieurs infractions, ou quand il constitue une infraction différente suivant le point de vue auquel on l'envisage ?

Le jugement qui statue sur un fait de cette nature, couvre-t-il le fait même en le purgeant de toutes les incriminations auxquelles il pourrait donner lieu, ou n'a-t-il force de chose jugée que relativement à la qualification qui lui a été donnée dans la poursuite ?

Tout d'abord il y a lieu de reconnaître une autorité absolue aux arrêts de condamnation ou d'absolution prononcés par la Cour d'assises. L'accusé après avoir été condamné ne peut plus être poursuivi à raison du même fait matériel autrement qualifié. Le jury l'a déclaré coupable, et la Cour, pour pouvoir appliquer la peine, a recherché si le fait déclaré constant par le jury était puni d'une peine criminelle, correctionnelle ou de simple police. Dans l'examen de cette question, la Cour ne s'est pas renfermée dans les termes de l'acte d'accusation ; elle a envisagé le fait sous toutes ses faces.

Si elle trouve que ce fait ne constitue pas le crime tel qu'il est qualifié dans l'acte d'accusation, mais qu'il tombe sous l'application d'une autre loi pénale, elle est tenue d'appliquer la peine

édictée par cette loi, quand même, d'après cette nouvelle qualification, le fait deviendrait un délit ou une contravention (art. 365, I. cr.).

Si, au contraire, dans l'opinion de la Cour, le fait n'est incriminé par aucune loi pénale, elle prononce l'absolution.

Dans les deux cas, condamnation ou absolution, le fait a été examiné et apprécié dans ses rapports avec l'ensemble de la législation pénale : il est donc impossible de le reprendre avec une qualification quelconque différente de la première. Il y a chose jugée et tout nouvel examen de cette question n'est plus possible.

En est-il de même pour les ordonnances d'acquiescement ? Le jury ayant déclaré l'accusé non coupable et le président des assises ayant rendu son ordonnance d'acquiescement, cet accusé est-il à l'abri d'une nouvelle poursuite motivée encore par le fait qui avait donné lieu aux premières poursuites ? L'article 360 du Code d'Instruction criminelle permet-il de répondre ?

L'expression « à raison du même fait » qu'emploie cet article, a donné lieu chez les auteurs à des discussions assez vives.

La jurisprudence, au contraire, est depuis longtemps fixée dans le même sens, et la Cour de cassation a consacré bien des fois cette règle

qu'après un acquittement en Cour d'assises, le même fait, autrement qualifié, pourrait être à nouveau poursuivi au moins devant les tribunaux de police correctionnelle et de simple police ¹.

D'après elle, les mots « à raison du même fait » doivent s'entendre non pas du fait matériel, mais de la qualification légale donnée à ce fait.

Cette formule « à raison du même fait » consacrée par la Constitution de 1791, est passée ensuite dans la loi des 16 et 29 septembre de la même année. Le Code du 3 brumaire an IV et le Code d'Instruction criminelle la reproduisent. Quel était donc son sens à l'origine ?

A l'origine, la Cour de cassation lui avait donné une interprétation absolument contraire à celle qu'elle lui donne actuellement.

Sous l'empire du Code de brumaire, et en se basant sur un décret de la Convention, elle avait décidé que l'acquittement ou l'absolution de l'accusé purgeait non seulement l'accusation telle qu'elle avait été portée devant le Tribunal criminel, mais encore toutes les accusations, toutes les préventions auxquelles le fait incriminé pouvait donner lieu.

1. Cass. 30 novembre 1889, D. P. 90, 1, 401.

Sous l'empire du Code d'Instruction criminelle, la Cour de cassation a adopté une interprétation tout à fait différente en s'appuyant sur une raison de procédure :

D'après les articles 374, 377 et 380 du Code de brumaire, les jurés de jugement devaient être interrogés d'abord sur l'existence matérielle du fait, et sur la participation de l'accusé à l'existence de ce fait. Ils devaient ensuite être interrogés sur la moralité de ce fait, sur le plus ou moins de gravité du délit, tel que cela pouvait résulter de l'acte d'accusation, de la défense de l'accusé, des débats. Les jurés étaient donc mis à même d'examiner le fait sous toutes ses faces, de l'apprécier dans tous ses rapports avec la loi pénale. Ces différentes formalités étaient prescrites à peine de nullité. La conséquence rigoureuse de ce système était que l'acquiescement prononcé dans de telles conditions, purgeait toutes les préventions auxquelles le fait pouvait donner lieu.

Le Code d'Instruction criminelle a changé ce système. Les jurés n'ont plus à examiner le fait dans ses rapports avec l'acte d'accusation et les qualifications que cet acte lui donne.

L'article 337 de ce Code veut que l'on pose seulement la question résultant de l'acte d'accusation et dans ces termes : « L'accusé est-il cou-

pable d'avoir, le..., etc. » Les articles 338 et 339 ne dérogent à cette règle qu'en ce qui concerne les circonstances aggravantes non mentionnées dans l'acte d'accusation et les faits d'excuse proposés par l'accusé. Le Code n'admet aucune autre question.

Le système des deux Codes diffère donc essentiellement, et c'est sur cette différence que se base la jurisprudence de la Cour de cassation lorsqu'elle décide que l'acquittement intervenu à la suite d'une déclaration de non culpabilité, ne purge que l'accusation sur laquelle le jury a prononcé, et non pas les autres accusations ou préventions auxquelles le fait peut donner lieu, les jurés n'ayant pas eu à s'en occuper.

La jurisprudence permet donc d'exercer, après un acquittement aux assises, une seconde poursuite contre le même fait autrement qualifié, au moins devant les tribunaux de police correctionnelle ou de simple police ¹.

Elle a même décidé, et en cela elle est logique avec elle-même, que l'on pouvait renvoyer aux assises un individu déjà acquitté devant la même

1. En Belgique, une loi du 21 août 1850 a résolu la difficulté dans le sens de la jurisprudence de la Cour de cassation française en ajoutant aux mots « de raison du même fait » le complément « tel qu'il a été qualifié ».

juridiction. C'est une conséquence rigoureuse de son système.

Mais les applications qui en sont faites le plus fréquemment sont les renvois en police correctionnelle après acquittement aux assises.

Un individu acquitté d'une accusation de meurtre par le jury, peut être ensuite poursuivi correctionnellement pour homicide par imprudence ¹.

Une femme acquittée du délit d'infanticide peut être également poursuivie en police correctionnelle pour homicide involontaire ou pour exposition ou délaissement d'enfant ²; un individu, à la suite d'un acquittement prononcé par le jury sur une accusation d'avortement, peut être poursuivi pour blessures volontaires ayant occasionné la mort sans intention de la donner, car le crime d'avortement était relatif à l'enfant présumé conçu dans le sein de sa mère, tandis que le délit poursuivi ultérieurement s'applique à l'homicide involontaire de la mère elle-même ³.

La personne acquittée sur l'accusation de viol

1. Cass. 6 mars 1845, D. P. 45, 4, 84; 27 décembre 1850, D. P. 51, 5, 82.

2. Cass. 20 avril 1850, D. P. 50, 5, 63.

3. Cass. 27 juin 1856, D. P. 56, 1, 368; 2 juillet 1863, D. P. 63, 1, 481.

ou d'attentat à la pudeur avec ou sans violences, peut encore être traduite en police correctionnelle pour le même fait qualifié outrage public à la pudeur ou mauvais traitements et blessures volontaires ¹.

Le failli acquitté du fait de banqueroute frauduleuse peut être traduit en police correctionnelle pour banqueroute simple ou escroquerie.

De même, le fait qui avait motivé le renvoi de l'accusé aux assises sous l'inculpation de faux, peut faire l'objet, après acquittement, d'une poursuite correctionnelle pour escroquerie ou abus de confiance ².

La Cour de cassation qui va très loin dans cet ordre d'idées, a même jugé que l'on pouvait poursuivre un fait devant le Tribunal de police correctionnelle, alors que la Cour d'assises avait refusé de se saisir de ce fait parce qu'il ne lui paraissait pas résulter des débats et à l'égard duquel elle avait refusé de poser des questions subsidiaires au jury ³. Dans ce cas cependant on peut dire qu'il y a eu chose jugée par la Cour

1. Cass. 1^{er} août 1867, D. P. 70, 4, 370; 10 février 1870, D. P. 74, 4, 188.

2. Cass. 30 juin 1864, D. P. 66, 4, 362; 28 février 1868, D. P. 68, 4, 506; 21 août 1873, D. P. 74, 4, 454.

3. 9 juin 1854, D. P. 55, 5, 73.

d'assises, puisqu'elle a refusé de poser la question aux jurés en déclarant que le fait ne résultait pas des débats. Elle a donc décidé que ce fait ne pouvait tomber sous l'application d'aucune loi pénale, puisque son existence n'était pas démontrée : une seconde poursuite paraît, en pareil cas, contraire à la règle *Non bis in idem*.

Mais il ne faut pas conclure de l'interprétation que la Cour de cassation donne à l'art. 360 du Code d'Instruction criminelle, que ce texte reste à l'état de lettre morte. Il y a toujours une condition essentielle à la recevabilité d'une seconde poursuite : c'est que les éléments de la qualification nouvelle diffèrent des circonstances constitutives de la première qualification. S'il en était autrement, si le fait délictueux avait simplement changé de nom, la seconde poursuite serait impossible.

Le renvoi devant le Tribunal de police correctionnelle ne lie pas celui-ci ; et il reste toujours libre de se déclarer incompétent s'il reconnaît que le fait qui lui est déféré constitue non pas un délit, mais bien le crime qui a été l'objet de l'accusation primitive. Toutefois il ne pourrait le déclarer expressément sans commettre un excès de pouvoir. Il ne peut que déclarer que la prévention n'est pas établie. En effet, si le Tribunal

est convaincu que le fait qui lui est déféré constitue un crime et non un délit, on ne peut l'obliger à donner à un fait une qualification qu'il estime ne pas lui appartenir, ou à le punir d'une peine qui ne lui est pas applicable.

La seconde poursuite, à la suite d'un acquittement en Cour d'assises, est toujours possible, alors même que le juge n'aurait pas fait, à la requête du ministère public, de réserves à ce sujet. L'art. 361 du Code d'Instruction criminelle semble l'exiger ¹; mais cet article ne vise qu'un cas spécial, c'est celui de la détention préventive de l'inculpé. Il n'a pour but que de donner au procureur général un moyen de retenir l'accusé acquitté en état d'arrestation et d'empêcher que, conformément à l'art. 358 du même Code, il ne soit mis en état de liberté en vertu de l'ordon-

1. Art. 361 : Lorsque, dans le cours des débats, l'accusé aura été inculpé sur un autre fait, soit par des pièces, soit par les dépositions des témoins, le président, après avoir prononcé qu'il est acquitté de l'accusation, ordonnera qu'il soit poursuivi à raison du nouveau fait; en conséquence, il le renverra en état de mandat de comparution ou d'amener suivant les distinctions établies par l'art. 91, et même en état de mandat d'arrêt, s'il y échet, devant le juge d'instruction de l'arrondissement où siège la Cour, pour être procédé à une nouvelle instruction.

Cette disposition ne sera toutefois exécutée que dans le cas où, avant la clôture des débats, le ministère public aurait fait des réserves à fin de poursuites.

nance même d'acquittement. C'est pour cela seulement que le ministère public est obligé de faire des réserves avant la clôture des débats ¹.

La théorie que nous venons d'exposer, en ce qui concerne les acquittements prononcés en cours d'assises, acquittements qui peuvent être suivis d'une nouvelle poursuite, ne s'applique en aucune espèce de façon aux décisions rendues par les tribunaux de police correctionnelle et de simple police.

Que ces tribunaux aient prononcé une condamnation, un acquittement ou qu'ils aient déclaré le coupable absous, peu importe. Ces tribunaux doivent apprécier le fait que leur est soumis, dans tous ses rapports avec la loi pénale, tandis que le jury ne peut se prononcer que sur le point spécial sur lequel il est interrogé. Si le Tribunal estime que le fait ne constitue ni crime, ni délit, ni contravention, il renvoie le prévenu des fins de la plainte; s'il estime au contraire qu'il y a une infraction à la loi et s'il trouve que cette infraction est de sa compétence, il retient l'affaire et statue. S'il pense qu'une autre juridiction doive en être saisie, il renvoie devant elle. Quelle que soit la solution donnée, il y a eu un exa-

1. Cass. 1^{er} août 1861, D. P. 61, 1, 500.

men du fait dans tous les rapports qu'il peut avoir avec la loi ¹.

Toutefois la Cour de cassation a admis des exceptions à ce principe, et dans différentes espèces a autorisé de nouvelles poursuites ; mais généralement, dans les cas qui ont été soumis à la Cour suprême, la nouvelle poursuite contenait un élément nouveau qui faisait que l'inculpation nouvelle se distinguait de la première de telle sorte qu'elle aurait pu être soulevée à côté ²⁻³.

De même il a été jugé que l'individu acquitté ou condamné en police correctionnelle pour un fait (un bris de clôture, par exemple) pouvant être, dans la suite, considéré comme une circonstance aggravante ou constitutive d'un crime (vol), peut être de nouveau poursuivi devant la Cour d'assises, le fait principal, le crime, entraînant avec lui l'accessoire.

Nous arrivons maintenant à la seconde hypothèse, que nous avons formulée au début de cette étude sur l'identité de fait : ce fait qui motive la seconde poursuite, peut n'être pas, maté-

1. Nancy, 14 février 1844, D. P. 44, 2, 105. — Grenoble, 18 mars 1869, D. P. 69, 3, 80.

2. Cass. 19 mars 1891, *Bulletin* 68 ; 31 octobre 1895, *Bulletin* 264.

3. L'individu acquitté pour escroquerie peut être poursuivi pour vol.

riellement au moins, celui qui a été l'objet de la première procédure : ce dernier peut avoir été accompagné ou suivi d'autres faits étroitement liés avec lui.

Quel sera à l'égard de ces faits l'effet de la première poursuite ? Seront-ils protégés par la maxime *Non bis in idem* ? ¹

Lorsque le fait qui motive la seconde instance est tout à fait distinct de celui qui a été l'objet du premier jugement, ce qui a été jugé à l'égard de ce dernier ne saurait avoir une influence quelconque sur le nouveau fait.

Tout délit, une fois commis, donne ouverture, en ce qui le concerne, à l'action publique, et ce qui est jugé à l'égard d'une infraction ne peut être un obstacle à ce que les poursuites soient exercées à l'encontre d'une autre infraction.

Il en est de même lorsque l'on peut séparer les

1. Cour d'appel de Paris, 4 mars 1896 : Aux termes de l'article 360 du Code d'Instruction criminelle, un fait nouveau est indispensable mais suffisant pour motiver une poursuite nouvelle contre une personne acquittée légalement sur une première poursuite. — Dès lors, après un acquittement prononcé sur une prévention d'escroquerie, la même personne peut être poursuivie pour abus de confiance si cette seconde poursuite est basée sur un fait nouveau. La maxime *Non bis in idem* ne saurait, en pareil cas, trouver d'application.

deux faits soit moralement, soit matériellement, et donner à chacun d'eux une individualité propre.

Ils pourront, dans ce cas, faire l'objet de poursuites différentes, bien qu'ils aient entre eux quelque rapport commun.

Il suffit que le nouveau fait délictueux ait été commis au préjudice d'une autre personne, en un autre lieu, à une autre époque. Ce sont autant de circonstances qui permettent de séparer les faits et de les classer individuellement.

C'est ainsi qu'il n'y a pas lieu de distinguer autant de vols qu'il y a d'objets volés au préjudice de la même personne dans les mêmes circonstances de temps et de lieu. Le vol dans ce cas est indivisible dans sa poursuite et la soustraction de chacun des objets faite dans ces conditions n'est qu'un élément de ce délit. Mais on doit au contraire poursuivre et provoquer autant de jugements différents qu'il y a eu de vols commis au préjudice de personnes différentes, ou au préjudice d'une seule personne, mais dans des lieux différents et à des dates différentes également.

Les faits qui n'étaient que des circonstances accessoires, des modes d'exécution d'un fait principal, ne peuvent être considérés comme faits

séparés. S'ils viennent à être découverts après le jugement qui a statué sur le fait principal, ils ne peuvent faire l'objet d'une nouvelle procédure dont le résultat serait de faire modifier la première décision, soit qu'ils constituent des circonstances aggravantes (escalade, effraction), soit qu'ils constituent des causes d'atténuation (provocation ou autre excuse légale).

De même, le ministère public ne saurait, lorsqu'il a été statué sur un fait principal, reprendre une des circonstances de ce fait, sous prétexte qu'elle constitue à elle seule un délit (par exemple, après une condamnation pour vol, détacher de l'ensemble des faits une circonstance constitutive, telle qu'un bris de clôture)¹.

Les faits nouveaux postérieurs au premier jugement peuvent faire l'objet de nouvelles poursuites.

Les infractions réitérées qui sont des délits distincts de même nature commis successivement par la même personne, peuvent être poursuivis, quelle qu'ait été la solution donnée à la poursuite antérieure, acquittement ou condamnation (par exemple, l'exploitation d'un établissement insalubre).

1. Cass. 24 octobre 1896, Sirey 1897, 1, 600.

Mais s'il y a continuation du même fait, en ce sens que l'individu condamné, par exemple, pour avoir élevé une construction sur la voie publique, la maintient au lieu de la faire disparaître, il ne peut y avoir une nouvelle poursuite¹.

Au contraire des faits nouveaux et des faits distincts qui peuvent être l'objet de poursuites successives, l'action publique est éteinte à l'égard des faits nouvellement découverts qui ne forment avec le fait déjà jugé qu'une seule et même infraction : tels sont les délits collectifs et d'habitude.

En pareil cas les faits antérieurs à la sentence, si nombreux qu'ils soient, ne constituent qu'un seul délit : ce délit consistait en une habitude qui, elle-même, n'était que la réitération des mêmes actes. En punissant cette habitude, cette coutume, on a donc puni tous les actes connus ou inconnus dont elle résultait, et plus tard on ne peut, en réunissant plusieurs de ces mêmes actes que l'on ne connaissait pas d'abord, solliciter contre eux une nouvelle condamnation : ils ont été virtuellement compris dans la première. Ce ne sera qu'à partir de la première condamnation qui est censée avoir anéanti le passé, que de

1. Cass. 22 mars 1867, D. P. 67, 1, 232.

nouveaux faits pourront constituer pour l'avenir une habitude nouvelle qui pourra elle-même être frappée d'une nouvelle peine. D'ailleurs l'action à laquelle on voudrait faire servir de base les faits particuliers nouvellement découverts, ne serait pas fondée sur une cause nouvelle, mais seulement sur des moyens nouveaux : ce qui serait insuffisant.

Le même raisonnement s'applique aux infractions continues, telles que le port illégal de décorations, la séquestration de personnes : tous les actes antérieurs à la première poursuite sont nécessairement compris dans le jugement rendu et jugés sans qu'il puisse y avoir lieu, plus tard, à une nouvelle action.

Il en est de même du fait de complicité qui ne peut être reproché à celui qui a été acquitté comme auteur du fait principal : la complicité n'est qu'une manière de commettre un délit ; elle ne peut être considérée comme un fait nouveau distinct. — De même, celui qui a été acquitté du fait de complicité, par dons et promesses, ne saurait être poursuivi pour complicité par aide et assistance, car les diverses circonstances énumérées par la loi comme constitutives du fait de complicité ne peuvent être considérées que comme élément du fait principal.

Il en est toutefois autrement en ce qui concerne la complicité par recel. Le recelé est un fait principal qui se renouvelle par chaque acte qui tend à s'appropriier ou à cacher les choses détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit.

Telles sont, en quelques mots, les conditions nécessaires pour qu'il y ait chose jugée ; il faut une décision judiciaire, soit un jugement, soit une décision d'instruction, ayant déjà statué à l'égard du même individu sur le même fait.

CHAPITRE SIXIÈME

Des effets de la chose jugée.

Les effets de la chose jugée résultent des différentes solutions que nous avons données aux questions qui se sont présentées dans le cours de cette étude. Nous n'avons donc qu'à les résumer en quelques mots.

L'autorité résultant de la chose jugée est fondée sur une présomption légale : on doit donc en restreindre les effets aux cas qui ont été formellement prévus par la loi.

Les décisions de renvoi des juridictions d'instruction n'ont aucune influence sur le jugement de l'affaire. La juridiction de jugement conserve, à tous les points de vue, la plus entière liberté d'appréciation.

Les décisions de non-lieu de ces mêmes juridictions mettent un obstacle à l'exercice de l'ac-

tion publique, en ce sens qu'elles empêchent, aussi longtemps que la procédure reste dans le même état, de traduire l'inculpé devant la juridiction répressive. Quelquefois même elles éteignent l'action publique, lorsqu'elles sont fondées en droit.

Les décisions des juridictions de jugement fournissent à l'inculpé, quelle qu'ait été la solution intervenue, une exception qu'il peut opposer à toute poursuite ultérieure. Si la première procédure s'est terminée par un acquittement, il ne peut plus être poursuivi même si de nouvelles charges étaient relevées contre lui. — S'il a été condamné, cette première condamnation s'oppose à une nouvelle poursuite qui aurait pour but soit de le punir une seconde fois, au cas où le fait délictueux serait susceptible de donner naissance à plusieurs infractions, soit de prononcer une peine plus forte que celle qui lui a été infligée¹, soit d'ajouter aux peines déjà prononcées des peines que l'on aurait omises.

Si un individu a été condamné sous un nom

1. En droit romain il était de principe qu'une fois une sentence prononcée, la peine ne pouvait être augmentée ni diminuée, sans l'autorisation du prince : « *De amplianda vel minuenda poena damnatorum post sententiam dictam, sine principali auctoritate nihil est statuendum.* » Loi 45, § 1, au Digeste : *De re judicata*.

qui n'est pas le sien, il n'y a pas lieu de reprendre l'affaire et de la faire juger sous son nom véritable, car il y a chose définitivement jugée. Il suffit d'établir l'identité de ce condamné et, par un jugement rectificatif, de faire figurer à son état civil véritable, la condamnation prononcée contre lui¹.

L'exception de chose jugée étant un mode d'extinction de l'action publique, peut être opposée par le prévenu en tout état de cause. Le juge est même tenu de l'appliquer d'office, sans attendre que ce moyen ait été formellement proposé. Le prévenu ne pourrait d'ailleurs renoncer au bénéfice résultant pour lui d'un jugement précédemment rendu, car l'ordre public est aussi bien intéressé à l'acquittement des personnes qui ne doivent pas être condamnées qu'à la condamnation de celles qui doivent l'être.

Le moyen tiré de l'autorité de la chose jugée ayant pour but de faire écarter la poursuite comme non recevable, il en résulte une question préjudicielle qui doit être examinée avant toutes les autres défenses. Néanmoins, quoique préjudicielle, l'exception peut être proposée en tout état de cause².

1. Cass. 20 juillet 1866, D. P. 71, 5, 231.

2. Crim. cass. 10 août 1809, *Bulletin* 139.

EFFETS DE LA CHOSE JUGÉE AU CIVIL SUR L'ACTION
PUBLIQUE.

Les jugements qui interviennent sur les actions civiles, exercent-ils sur l'action publique l'autorité de la chose jugée, de manière que le juge criminel soit obligé de tenir pour constant tout ce que le juge civil a décidé ?

En principe, le civil est sans autorité sur le criminel. Si quant au fait il y a identité entre le procès civil et le procès criminel, il n'en est pas de même en ce qui concerne les autres éléments requis pour qu'il y ait chose jugée :

Tout d'abord l'objet de l'instance n'est pas le même ; d'un côté c'est la réparation d'un préjudice causé que l'on poursuit, de l'autre c'est l'application d'une peine que l'on demande.

Il n'y a pas non plus identité de personnes. Le ministère public, par là même qu'il est l'organe de la Société, représente bien, quant au fait reproché, la partie qui se prétend lésée, mais sous aucun prétexte cette partie lésée qui agit au civil dans ses intérêts privés, ne peut être considérée comme représentant la Société qui poursuit l'application d'une peine.

Le jugement rendu sur une action civile ne peut avoir aucune influence sur les actions crimi-

nelles ou correctionnelles qui peuvent être intentées ultérieurement à raison du même fait. Il ne peut porter aucune entrave à l'exercice de l'action publique, qui n'est en aucune façon atteinte par cette décision. — Le ministère public peut agir au nom de la Société, alors même qu'aucune réserve n'aurait été faite par lui; les conclusions qu'il a pu prendre dans l'instance civile, qu'elles soient ou non conformes au jugement, ne peuvent l'empêcher de poursuivre ensuite le délit devant les tribunaux répressifs, car ce n'est pas en la même qualité qu'il agit quand il prend des conclusions au civil ou quand il poursuit la répression d'un délit.

En outre le jugement rendu par la juridiction civile n'a aucune influence sur la décision que sont appelés à rendre les juges criminels. Ceux-ci conservent la plus entière liberté d'appréciation et peuvent nier un fait qui vient d'être reconnu par la juridiction civile ou réciproquement déclarer constant le fait commis, alors que les tribunaux civils ne l'ont pas considéré comme suffisamment établi.

D'ailleurs, lorsqu'un individu lésé par un délit a porté son action devant le Tribunal civil, si le ministère public en même temps saisit le Tribunal correctionnel, le Tribunal civil doit surseoir à

statuer, parce que l'intérêt de la société engagé dans la poursuite du délit domine l'intérêt privé engagé dans la poursuite du délit, domine l'intérêt privé engagé dans le procès civil.

Le principe que la chose jugée au civil est sans influence sur l'action publique, que les deux juridictions sont absolument indépendantes l'une de l'autre, subit une restriction importante lorsqu'il y a contestation sur un fait de l'examen duquel dépend l'existence de l'infraction, lorsque les personnes prévenues d'un délit, sans dénier le fait qui leur est imputé, allèguent que ces faits ne sont que l'exercice d'un droit qu'elles possèdent, et que ce qu'elles ont fait, elles ont pu le faire légalement.

Si ce droit qui est invoqué, doit avoir pour conséquence de faire disparaître la contravention, en rendant licite un acte qui semblait illicite, il en résulte que l'existence de ce droit constitue une exception préjudicielle dont l'appréciation doit précéder le jugement.

Quel est donc le juge compétent pour trancher cette question préjudicielle ?

Le principe est que tout tribunal répressif appelé à se prononcer sur l'existence d'une infraction a le droit d'en vérifier tous les éléments constitutifs et d'examiner toutes les questions qui se

rattachent à l'action principale, quand même ils ne seraient pas compétents pour en connaître si elles étaient portées directement devant eux. (Note de la Cour de cassation de 1813.) Le juge de l'action est donc juge de l'exception.

Il faut donc une disposition formelle de la loi pour ne pas faire l'application de ce principe, pour donner à un juge autre que celui qui est saisi du procès principal, le pouvoir de trancher une question dont la solution liera le juge criminel, pour obliger celui-ci à suspendre l'examen de l'affaire jusqu'à ce qu'il ait été statué sur cette question préjudicielle, et d'interdire même au ministère public d'intenter une action sans que la question civile ait été résolue.

Dans deux matières seulement la loi a fait application de ce principe : en matière de suppression d'état (articles 326 et 327 du Code civil) et en matière de propriété immobilière (article 182 du Code forestier ; article 59 de la loi du 15 avril 1829 ; article 16 de la loi du 23 juillet 1857).

A. Suppression d'état. — Le délit de suppression d'état réside dans tout acte qui a pour effet de priver un enfant de la preuve légale de sa filiation, soit en l'empêchant d'acquérir cette preuve, soit en lui enlevant la preuve acquise.

Ce délit suppose donc deux faits distincts :

L'existence de l'état prétendu supprimé et la suppression même de cet état ; il y a donc deux questions à résoudre : l'une civile, l'autre criminelle.

Conformément à la règle que tout tribunal de répression compétent pour statuer sur le procès dont il est saisi, est également compétent pour statuer sur la question civile dont dépend l'existence de l'infraction, la juridiction répressive aurait qualité pour décider de la question d'état soulevée par la poursuite, malgré son caractère civil. Mais deux textes du Code civil viennent apporter une exception formelle à cette règle, ce sont les articles 326 et 327 ¹. Ces deux textes dérogent au droit commun à raison des intérêts considérables qui se rattachent habituellement à l'état des personnes. Ils ont eu pour but d'empêcher, dans cette matière si importante, d'appliquer la preuve par témoins, mode ordinaire de preuve des tribunaux répressifs. La théorie du Code civil repose sur une erreur, car les règles sur les preuves dépendent du fait à prouver et non de la juridiction devant laquelle ce fait doit être prouvé. S'il

1. Art. 326 : Les tribunaux civils seront seuls compétents pour statuer sur les réclamations d'état.

Art. 327 : L'action criminelle contre un délit de suppression d'état ne pourra commencer qu'après le jugement définitif sur la question d'état.

n'y avait pas ces textes formels qui attribuent la connaissance de ces faits aux tribunaux civils, les tribunaux correctionnels seraient tenus d'appliquer les règles posées au même chapitre du Code civil, notamment dans l'article 323.

Quoiqu'il en soit, non seulement le civil tient ici le criminel en état, mais l'action du ministère public dépend de l'action civile. Il ne peut agir tant que la partie lésée n'a pas fait juger la question d'état par le tribunal civil, c'est-à-dire que l'impunité est assurée aux coupables, si ceux-ci parviennent à empêcher les personnes intéressées à saisir les tribunaux civils, ou obtiennent d'elles de surseoir jusqu'à ce que le temps de la prescription du crime soit écoulé.

L'article 327 s'applique à tous les délits qui sont de nature à priver un enfant de son état, et dans tous les cas où l'état de cet enfant doit être préjugé par le résultat des poursuites criminelles. Mais il doit être laissé de côté lorsque l'état de l'enfant n'est pas contesté (exposition d'enfant, enlèvement, etc.), ou lorsque le ministère public écarte de la poursuite tout ce qui tendrait à établir la relation du fait punissable avec la filiation d'une personne déterminée.

B. Droits réels immobiliers. — Lorsque, dans une poursuite relative à une infraction attenta-

toire aux propriétés immobilières, le prévenu soutient qu'il avait le droit de faire ce qu'on lui reproche, en invoquant comme moyen de défense son droit de propriété ou tout autre droit réel, le tribunal de répression doit surseoir au jugement de l'action publique jusqu'à ce que la question civile ait été tranchée par les tribunaux civils. Ce principe qui avait déjà été formulé dans la note de 1813, a été depuis consacré par l'article 182 du Code forestier et l'article 59 de la loi sur la pêche du 15 avril 1829¹.

Le prévenu doit opposer formellement l'except-

1. Art. 182, Code forestier : Si dans une instance en réparation de délit ou contravention, le prévenu excipe d'un droit de propriété ou autre droit réel, le tribunal saisi de la plainte statuera sur l'incident en se conformant aux règles suivantes : L'exception préjudicielle ne sera admise qu'autant qu'elle sera fondée soit sur un titre apparent, soit sur un des faits de possession équivalents, personnels au prévenu et par lui articulés, avec précision, et si le titre produit ou les faits articulés sont de nature, dans le cas où ils seraient reconnus par l'autorité compétente, à ôter au fait qui sert de base aux poursuites tout caractère de délit ou de contravention.

Dans le cas de renvoi à fins civiles, le jugement fixera un bref délai dans lequel la partie qui aura élevé la question préjudicielle devra saisir les juges compétents de la connaissance du litige et justifier de ses diligences ; sinon il sera passé outre.

Art. 59 de la loi du 15 avril 1829 : Reproduit textuellement l'article 182 du Code forestier.

tion qu'il prétend tirer d'un droit de propriété, exception qui n'est recevable qu'autant qu'elle est fondée soit sur un titre apparent, soit sur des faits de possession équivalents. Si le tribunal de répression trouve que l'exception proposée n'est pas recevable, il la rejette et passe outre au débat. Dans le cas contraire, il doit surseoir au jugement jusqu'à la décision définitive de la question préjudicielle. C'est le prévenu qui doit saisir la juridiction compétente et il doit le faire dans un délai qui lui est fixé, en justifiant de ses diligences. A l'expiration du délai il est rappelé : s'il a négligé de remplir l'obligation qui lui était imposée, il est censé avoir renoncé à l'exception et le tribunal passe outre aux débats. S'il produit un jugement qui décide la question en sa faveur, le tribunal répressif, qui est lié par cette décision, doit le renvoyer de l'instance sans dépens. S'il a succombé dans l'instance civile, le tribunal statue sur l'action publique comme si l'exception n'avait pas été proposée.

Tels sont les cas prévus spécialement par la loi. Quelle solution doit être donnée aux différentes autres exceptions qui peuvent être soulevées ?

C. Droits réels immobiliers. — En ce qui concerne les autres droits réels, sur les immeu-

bles, dans les cas non prévus par les textes que nous venons de citer, on est d'accord pour reconnaître que ces textes, bien que relatifs aux matières forestières et fluviales, sont l'expression d'un principe général, que le législateur a entendu consacrer dans une application spéciale.

D. Droits réels sur les meubles. — Lorsque l'infraction soulève une question de propriété mobilière, le tribunal de répression est compétent pour la trancher. Il n'y a lieu ni à sursis, ni à renvoi; la juridiction répressive en décide, en statuant sur le fond de la prévention.

E. Questions relatives à l'état des personnes. — En dehors du délit de suppression d'état de filiation, cas pour lequel nous avons vu qu'il avait fallu un texte formel pour déroger au droit commun, les questions d'état qui se rattachent à un crime ou à un délit n'ont aucun caractère préjudiciel, et les tribunaux de répression sont compétents pour les résoudre.

La jurisprudence toutefois est en sens contraire et oblige la juridiction criminelle à renvoyer aux tribunaux civils comme préjudicielle la question de validité de mariage où elle voit une question d'état. Les motifs peuvent être résumés dans un

arrêt de la Cour de cassation du 13 avril 1867¹: Le Tribunal de la Seine, par jugement confirmé ensuite en appel, avait rejeté la demande d'une femme qui, poursuivie pour adultère, opposait la nullité de son mariage. Attendu que, si la disposition exceptionnelle de l'article 326 du Code civil ne peut être étendue au-delà de ses limites, elle doit du moins être appliquée à tous les cas qu'elle a prévus, que la généralité de ses termes ne permet pas de l'appliquer exclusivement aux réclamations d'état qui ont pour objet la filiation des enfants légitimes, comme semblerait l'indiquer la rubrique du chapitre qui comprend l'article 326 sus-énoncé; mais qu'elle embrasse toutes les questions d'état procédant « de la paternité et de la filiation », ainsi qu'il résulte de ces expressions plus générales qui forment la rubrique du titre 7 du livre des Personnes, qu'ainsi les demandes en nullité de mariage auxquelles se rattache par un lien nécessaire la filiation des enfants sont régies par ledit article, etc.

Dans tous les cas on doit admettre que, si la juridiction civile a statué la première sur la validité du mariage, la question criminelle en cas de bigamie ou d'adultère se trouve préjugée.

1. Rapporté dans Dalloz, 1867, 1, 353.

F. Questions relatives aux conventions. —

Lorsque l'infraction dépend d'un contrat antérieur dont l'existence ou l'interprétation est contestée par l'une ou l'autre partie, s'il s'agit par exemple d'un des délits prévus par l'article 408 du Code pénal, violation de dépôt, abus de mandat, délit dépendant d'un contrat dont le prévenu conteste l'existence, il est certain que la juridiction répressive a qualité pour trancher les questions relatives à l'existence ou à l'interprétation du contrat, en se conformant aux règles du droit civil sur les preuves.

G. Questions relatives à la faillite (art. 585, 586, C. de commerce; art. 402, Code pénal). — La faillite doit-elle avoir été déclarée préalablement par le Tribunal de commerce, pour que la poursuite du crime ou du délit de banqueroute puisse avoir lieu ?

La jurisprudence et la très grande majorité des auteurs sont d'accord pour répondre que cette déclaration préalable n'est pas nécessaire, et admettent qu'il existe par le seul fait de la cessation des paiements un état virtuel de faillite indépendant de toute déclaration expresse, et nécessairement préexistant à cette déclaration.

Dans l'opinion contraire on prétend que toutes

les fois que la loi parle de faillite, elle a en vue un certain état de choses constaté par le Tribunal compétent qui seul a été chargé de ce soin par la loi. Tant que ce tribunal n'a pas statué, dit-on, il n'y a ni faillite; ni failli et aucun Tribunal ne peut, sous prétexte que la preuve de la cessation des paiements d'un commerçant lui est fournie, appliquer les dispositions légales appliquées pour les cas de faillite; autrement on arriverait à un résultat directement contraire à l'esprit de la loi, qui a été que l'état de faillite existerait à l'égard de tous; ces décisions qui, en dehors de la juridiction commerciale, constateraient un état de faillite, n'auraient qu'une autorité relative, de telle sorte qu'un individu serait considéré comme étant en faillite à l'égard de certaines personnes et comme ne l'étant pas à l'égard de certaines autres.

A cette objection on répond en opposant le principe de l'indépendance des deux juridictions, civile et criminelle.

Il est exact de dire que la déclaration judiciaire de la faillite n'appartient qu'aux tribunaux de commerce et que ce n'est qu'aux jugements déclaratifs rendus par eux que la loi a attaché les effets légaux énumérés par le Code. Dans le système de la jurisprudence et de la plupart des auteurs on ne substitue pas la juridiction répressive à la ju-

ridiction consulaire. Le Tribunal de commerce est organisé pour statuer sur des intérêts privés ; le Tribunal correctionnel ou la Cour d'assises statuent dans l'intérêt général. D'ailleurs ces deux juridictions ne sauraient jamais réunir à l'encontre l'une de l'autre les conditions constitutives de l'autorité de la chose jugée.

Il n'existe en effet, entre les deux instances, ni identité de parties, puisque le ministère public, partie poursuivante au criminel, ou ne figure pas dans les instances civiles, s'il s'agit de la juridiction commerciale proprement dite, ou n'y figure qu'en qualité de partie jointe ; ni identité d'objet, alors même que les deux actions portent sur le même fait, puisqu'elles ne l'envisagent ni sous le même rapport ni aux mêmes fins.

Le Tribunal répressif ne cherche pas si le prévenu est légalement en état de faillite, il examine si étant commerçant il a cessé ses paiements ; si ayant cessé ses paiements il a commis telle ou telle irrégularité, telle ou telle fraude. Il se préoccupe, non de la qualité légale, mais du fait ; non des conséquences civiles de ce fait, mais de ses conséquences morales ; non de la responsabilité pécuniaire qui pèse sur le failli, mais de la responsabilité pénale qui pèse sur le prévenu.

D'ailleurs la cessation des paiements peut ne

pas être un élément suffisant de la faillite, si le commerçant a désintéressé ses créanciers, s'il a été déclaré excusable. Mais ces circonstances n'ont aucune influence sur la déclaration du Tribunal répressif qui n'a qu'à rechercher si les éléments constitutifs du délit ou du crime de banqueroute se trouvent dans les actes d'un commerçant qui est en état de cessation de paiements.

D'autre part, exiger la déclaration préalable de la faillite par le Tribunal de commerce, ce serait subordonner l'action publique à un intérêt privé : ce qui est contraire à la loi.

Il résulte de l'indépendance de ces deux juridictions que le tribunal répressif a toute liberté pour statuer et peut constater qu'un commerçant est en état de faillite et passible des peines prononcées par la loi au cas de banqueroute : 1^o si le tribunal de commerce n'a pas encore prononcé la faillite; 2^o s'il a refusé de la prononcer; 3^o s'il a rapporté un jugement déclaratif de faillite parce que depuis les créanciers ont été désintéressés, etc.¹

Le Tribunal peut statuer sur cette question de faillite, en admettant même qu'elle ait été constatée par le Tribunal de commerce; le prévenu peut remettre en question l'existence de la cessa-

1. Cass. 6 mars 1857, D. P. 57, 1, 180; — 24 juin 1864, D. P. 64, 1, 450; — 13 mai 1882, D. P. 82, 1, 487.

tion de paiements devant la juridiction de répression.

Il y a lieu d'ajouter que la décision du Tribunal correctionnel ou de la Cour n'a pas l'autorité de la chose jugée devant la juridiction commerciale, seule compétente pour déclarer entre le failli et ses créanciers l'état de faillite, et pour en régler les effets au point de vue de la responsabilité civile.

H. Questions relatives aux brevets d'invention. — Lorsqu'un individu prévenu de contrefaçon soutient que le brevet est nul ou frappé de déchéance, il soulève une question civile que le Tribunal correctionnel peut trancher. L'article 46 de la loi du 5 juillet 1844 autorise le Tribunal correctionnel saisi de l'action en contrefaçon à statuer sur l'exception qui est ainsi tirée par le prévenu soit de la nullité ou de la déchéance du brevet, soit des questions relatives à la propriété de ce brevet ¹.

Leurs décisions sur ces exceptions peuvent-elles être invoquées avec l'autorité de la chose jugée soit devant les tribunaux correctionnels,

1. Art. 46 : Le Tribunal correctionnel saisi d'une action pour délit de contrefaçon statuera sur les exceptions qui seraient tirées par le prévenu soit de la nullité ou de la déchéance du brevet, soit des questions relatives à la propriété dudit brevet.

soit devant les tribunaux civils, à l'occasion de nouveaux faits de contrefaçon ?

Le Tribunal correctionnel n'est juge de l'exception que dans la mesure et les limites de l'action. La décision rendue par lui sur l'exception tirée de la nullité du brevet ne peut être invoquée à l'occasion de nouvelles actions formées à raison de nouveaux faits de contrefaçon ¹. Le Tribunal correctionnel ne tranche cette exception qu'en en limitant la solution au délit alors poursuivi dont elle forme l'une des conditions constitutives. Sa décision intervenue ne s'étend pas au-delà : la question de droit civil n'est examinée et jugée que dans ses rapports avec le fait incriminé. Elle n'est pas examinée au point de vue des conséquences ultérieures que peut produire entre les parties la reconnaissance ou la dénégation du droit que le prévenu entend faire valoir au moyen de cette exception.

A la juridiction civile seule appartient le pouvoir de donner à la question une solution qui puisse produire tous ses effets légaux aussi bien dans l'avenir que pour le présent.

Mais en ce qui concerne la décision rendue par

1. Cass. Ch. civ., 17 avril 1837, D. P. 57, 1, 142 ; — 29 avril 1837, D. P. 57, 1, 137 ; — 21 février 1839, D. P. 59, 1, 197 ; — Paris, 13 novembre 1858, D. P. 59, 2, 110.

le juge correctionnel, son effet est limité à l'affaire. Si le brevet est considéré comme valable, le prévenu condamné en vertu de ce brevet n'en conserve pas moins le droit d'en contester ultérieurement la validité. Si au contraire le brevet est considéré comme nul, le breveté qui a échoué dans sa plainte conserve encore le droit de se prévaloir de son invention vis-à-vis du même contrefacteur.

Le Tribunal correctionnel est donc incompétent pour prononcer la nullité ou la déchéance d'un brevet. S'il l'a fait, il a excédé sa compétence et son jugement est sans autorité.

Lorsqu'au contraire c'est le Tribunal civil qui a été saisi de la demande en nullité du brevet, par voie principale, la chose jugée qui en résulte, entre les parties, peut être invoquée ensuite aussi bien au correctionnel qu'au civil (art. 34) ¹.

Lorsque la question de nullité est proposée devant le Tribunal civil, par voie d'exception, la décision intervenue a également l'autorité de la chose jugée, car le défendeur à l'action en contrefaçon qui demande par voie d'exception la nullité du brevet, n'invoque pas seulement un moyen de défense qui ne serait soumis au juge que dans

1. Crim. cass. 8 août 1857, D. P. 57, 1, 408; — 11 mai 1870, D. P. 70, 1, 430.

les limites de l'action, mais il forme par voie incidente la demande en nullité de brevet qu'il aurait pu former par voie principale.

Il dépend toutefois du ministère public que la décision rendue par la juridiction civile ait une portée plus grande. La loi de 1844 a accordé au ministère public le droit de demander la nullité ou la déchéance absolue du brevet. Dans ce cas, il la demande au nom de tous ceux qui ont intérêt à s'en prévaloir. Et alors, tandis que les demandes en nullité portées par les particuliers sont soumises aux règles qui régissent l'autorité de la chose jugée, c'est-à-dire ne produisent d'effet qu'entre les parties qui ont figuré au procès, la demande en nullité dont le ministère public se fait l'organe tend à faire prononcer la nullité au profit du domaine public tout entier. Si cette demande triomphe, le brevet est sans valeur et périt tout entier.

Vu :

Le Doyen,
GARSONNET.

Vu :

Le Président de la Thèse,
A. LE POITTEVIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE

FAUSTIN HÉLIE. — *Traité de l'instruction criminelle.*

LE SELLYER. — *Traité de l'exercice et de l'extinction des actions publique et privée.*

ORTOLAN. — *Éléments de droit pénal.*

GARRAUD. — *Pièces de droit criminel.*

BONNIER. — *Traité des preuves.*

GRIOLET. — *De l'autorité de la chose jugée.*

Etc.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I ^{er} . — Caractères généraux. — Histoire . .	4
CHAPITRE II. — Des conditions requises pour qu'il y ait chose jugée	12
CHAPITRE III. — Décisions des juridictions d'instruc- tion	16
I. — Arrêts et ordonnances de non-lieu . .	19
II. — Arrêts et ordonnances de renvoi . .	37
CHAPITRE IV. — Décisions des juridictions de juge- ment.	57
<i>Appendice.</i> — Autorité de la chose jugée ré- sultant de jugements rendus à l'étranger.	82
CHAPITRE V. — De l'identité d'objet, de parties, de cause	92
<i>Section I^{re}.</i> — De l'identité d'objet	92
<i>Section II^e.</i> — De l'identité de parties . . .	93
<i>Section III^e.</i> — De l'identité de cause . . .	100
CHAPITRE VI. — Des effets de la chose jugée. — Effets de la chose jugée au civil sur l'action publique .	118
BIBLIOGRAPHIE	139

